

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 18
JEUDI 19 MAI 1977
N° 452 1,70 F
Commission Paritaire 56 942
**

Le Quotidien
du peuple
ne paraîtra pas jeudi

En raison du jour férié de l'Ascension,
le Quotidien du Peuple ne paraîtra pas
demain. Vous le retrouverez donc norma-
lement vendredi dans vos kiosques
habituels.

Usinor (Thionville) :

**PENDANT
PLUSIEURS
HEURES
LA GARE
DE THIONVILLE
BLOQUÉE**
Les travailleurs
demandent des comptes
au PCF

Les sidérurgistes d'Usinor Thionville (et plus largement l'ensemble des travailleurs du groupe) étaient, hier, conviés à une nouvelle journée d'action à l'appel de la CFDT, auquel s'était jointe finalement la CGT pour Thionville.

Cette grève a montré la volonté de lutte grandissante qui anime les sidérurgistes, le désir d'engager enfin une véritable riposte. L'enthousiasme qui a accueilli la proposition de bloquer le trafic ferroviaire en gare de Thionville, sa mise en application l'a montré.

Mais, en même temps, force était de constater que la mobilisation (600 travailleurs) aura été moins importante que lors des précédentes journées. Et les travailleurs présents de l'expliquer justement par le fait que de telles journées ponctuelles ne sauraient remplacer une véritable bataille et qui passe déjà par l'occupation ! La responsabilité de cet état de fait revient clairement aux gens du PCF dans le syndicat CGT qui hier encore, n'ont offert comme perspective aux travailleurs que la journée d'action du 24 ! Mais hier, ils seront interpellés par de nombreux travailleurs, qui contre leur avis, refuseront de reprendre le travail à midi ! (voir nos informations p. 5)

**LE PROJET DU PCF
DE NATIONALISATION
DE LA SIDÉRURGIE :
Du battage
publicitaire
aux études
de gestionnaires**

(LIRE NOTRE DOSSIER EN PAGE 2)

LIRE P. 12

**«LA CHINE
EN QUESTION ?»**

**DES TÉMOINS
RÉPONDENT**

Interview
de Xavier Luccioni

APRE RENÉGOCIATION
DU PROGRAMME COMMUN

LES DIVERGENCES DEMEURENT



Fabre réussissant à placer son texte préliminaire avant que Mitterrand et Marchais ne monopolisent la parole, une attitude ferme du leader du PS et un ton guoguenard du secrétaire du PCF, voilà le cadre du sommet de la gauche hier.

Quant au fond des problèmes, les choses restent en l'état. Personne ne s'est aventuré trop loin, et la

rencontre a plus été un catalogue des divergences qui séparent les partis de «l'union» de la gauche. Si le souhait de tous est de terminer «au plus vite» cette renégociation, la longueur de l'énumération des points de divergences laisse augurer de bien difficiles moments pour la commission de 15 membres (5 de chaque parti) chargée de s'attaquer véritablement au dossier.

Un dossier qui sera paraphé par un nouveau sommet, peut-être au début du mois de juillet. Le compromis qui sera alors présenté, de toute façon, ne modifiera en rien les divergences : elles ne sont pas de pure forme, ce sont des projets radicalement différents, radicalement opposés aux intérêts des masses également...

LIRE EN PAGE 4

Élections
israéliennes

Un choix
entre
deux
politiques
annexion-
nistes

**OPÉ-
RATIONS ET
MANIFES-
TATIONS EN
PALESTINE
OCCUPÉE**

LIRE P. 8

Afrique
Australe

**«NOUS
SOMMES
EN ÉTAT
DE GUERRE
AVEC LA
RHODÉSIE»**
annonce
le président
zambien

(VOIR P. 4)

PAYS BASQUE

**«LE GOUVERNEMENT A L'APPUI
DES FORCES D'OPPOSITION
POUR TIRER SUR LE PEUPLE»**

nous déclare un responsable de la grève au Pays Basque

CHINE

Conférence nationale
pour s'inspirer de Tching
dans l'industrie
**Un important
discours
de Houa Kouo-feng**

(LIRE EN P. 7)

LIRE L'INTERVIEW P. 9



DEUX PROJETS CONTRAIRES AUX INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS **POURQUOI VEULENT-ILS NATIONALISER ?** LE PROJET DU PCF POUR LA SIDÉRURGIE **DU BATTAGE PUBLICITAIRE AUX ÉTUDES DE GESTIONNAIRES** ①

Enquête de Julien LEBLOND à Thionville

Nationaliser, quoi, comment, et pourquoi faire ! C'est une question qui va se trouver au centre de la renégociation du programme commun ; ce sera même, au cas où la gauche viendrait au pouvoir, une mesure dont les modalités d'application pourraient encore être le sujet de sérieuses contradictions. En effet, l'étendue et le degré du contrôle de l'État bourgeois sur l'économie est au cœur des contradictions entre le projet du PCF et celui du parti socialiste.

Aujourd'hui, nombreux sont les travailleurs qui s'interrogent sur l'avenir que leur réservent les partis de gauche. La question des nationalisations, de ce qu'elles changeraient ou ne changeraient pas pour les travailleurs des entreprises concernées, pour la société dans son ensemble, est largement discutée.

Au moment de la discussion interne à la «gauche», «Le Quotidien du Peuple», ouvre ce dossier ; nous commençons aujourd'hui par une enquête sur la question de la sidérurgie ; nous serons amenés dans les jours à venir, à parler des divergences entre PCF et PS, des indemnités prévues pour les actionnaires, de la «gestion démocratique», telle que la définit le PCF, des problèmes de la planification et des projets économiques d'ensemble qui se trouvent en présence.

Thionville. En apparence, c'est comme si rien n'avait véritablement changé. Derrière ces hauts murs rouges, recuits par la chaleur, les épaisses volutes de fumées blanches et ocre continuent de s'échapper du haut-fourneau d'Usinor. Ce fameux haut-fourneau «en sursis» qui ne doit sa survie toute provisoire que par la grâce de Mr Barre. Du moins, c'est Mr Barre lui-même qui s'en flatte...

L'usine continue de tourner, mais pour combien de temps encore ? C'est cette question que se posent à chaque occasion les ouvriers qui franchissent par petits groupes le portier central, happant au passage les deux ou trois tracts qui y sont diffusés chaque jour. Il en est ainsi depuis le 18 février dernier, le jour où les

patrons d'Usinor, contre toute attente, ont rendu public le plan de liquidation de l'usine. Chaque tract est soigneusement plié et glissé dans la poche. «Il y en aurait dix, on les lirait tous. Pour faire le tri entre les bonnes et les mauvaises idées et pour en discuter sur le chantier», assurent les sidérurgistes.

En ces derniers jours du mois de mai, il y a le tract de l'intersyndicale qui relance la discussion sur l'occupation de l'usine. Une idée qui, petit à petit, gagne du terrain et s'enracine, relayée et appuyée par les militants CFDT de l'usine. Puis il y a cette double feuille ronéotée et distribuée par les militants des cellules du PCF. Le titre est grave et pompeux : «Sidérurgie : une bataille pour la France».

DUPERIE

Qu'y lit-on ? D'abord, l'éloge autosatisfait de l'action de ses élus tant à la municipalité qu'au Parlement. On pouvait difficilement y couper... Mais l'essentiel du recto-verso tient en un long témoignage pleurnichard de tel ingénieur qui lance ce cri du cœur : «Nous avons dans l'aciérie

existante un four à haute puissance, le premier de ce type qui fait une coulée de soixante tonnes en deux heures. Nous avons une forge-fonderie qui est l'une des plus efficaces en Europe. Nous avons toujours ce qui est le plus puissant et on veut le détruire !» On aura relevé au passage le bref et



Face à la volonté des travailleurs d'Usinor Thionville, d'empêcher les licenciements, les tentatives de duperie du PCF qui s'appuie sur son réseau de notables locaux.



immuable couplet sur le thème cent fois rabâché de la «nationalisation de la sidérurgie» : «Les sidérurgistes ont dit oui à la nationalisation d'abord pour arrêter la casse et sauver l'emploi».

On y prêterait guère d'attention mais les cellules du PCF rappellent bien vite les résultats de ce référendum qu'organisèrent ses fédérations de Lorraine au mois de janvier dernier parmi la population du bassin sidérurgique et au-delà... Ceci pour se targuer que son projet de «nationalisation de la sidérurgie et des mines de fer» ait recueilli l'approbation de quelques 88 000 ouvriers, cadres et techniciens de la sidérurgie, toutes catégories confondues.

On n'a d'ailleurs pas fini d'en discuter des retombées de ce référendum. Non pas tant parmi les ouvriers pour qui la préoccupation majeure est bien aujourd'hui de contrer immédiatement les plans «acier» du gouvernement et du patronat que parmi les militants du PCF lui-même. Le PCF ne cache à personne qu'il cherchait par ce moyen la rançon de tout un battage de propagande lancé dès septembre à partir des «cellules-pilotes» que Colpin, dirigeant du PCF spécialement détaché en Lorraine un an auparavant, avait mis sur pied notamment à Sacilor, assez laborieusement semble-t-il.

DE LA NATIONALISATION A L'IDÉE DE NATIONALISATION

Quatre mois viennent de s'écouler et, pour le PCF, les choses ont notamment évolué. Ce projet initial de nationalisation immédiate revêt un sens différent. Si la gauche accède au pouvoir en mars 78, peut-on s'attendre à ce que cette proposition de loi de no-

Premier temps : le PCF dépose une proposition de loi à l'Assemblée en novembre 76 pour la nationalisation de toutes les entreprises sidérurgiques françaises. Bien évidemment, la proposition de loi ne franchit pas le stade de la commission parlementaire de la production et des échanges où elle est inévitablement enterrée. Personne ne s'en étonne et surtout pas le PCF puisque tel est le but...

Deuxième temps : le PCF entend surtout faire ratifier son projet par le prolétariat sidérurgique en pleine période d'extension du chômage partiel, à un moment où grandit l'incertitude sur l'avenir de l'emploi. Là, les conditions dans lesquelles s'effectue cette «consultation» tiennent à la fois de la duperie éhontée et d'un mépris peu commun pour l'ouvrier lorrain : sur les tables disposées à la sortie des ateliers ou aux portiers des usines, il y avait une pile d'un bulletin à deux volets ainsi libellés : d'une part : «Non à la nationalisation» ; d'autre part : «Oui à la nationalisation pour la sauvegarde de l'emploi». Sous-entendu : quinconque est contre la nationalisation est donc, par voie de conséquence, pour les licenciements... Quel ouvrier pourrait hésiter devant un semblable choix ? Et ce n'est là qu'un aspect de cette «consultation démocratique» que même les militants du PCF tiennent pour «folklorique» ! (1)

qu'au moment où il a été fait. On centrât à ce moment-là sur l'idée de nationalisation immédiate. Il n'y avait que cela qui pouvait accrocher les ouvriers. D'ailleurs, tu as remarqué que tout ce qui est dit est dirigé à fond contre les trusts, le gaspillage... Mais on définit peu la politique industrielle d'une sidérurgie nationalisée. On reste bien sûr pour la nationalisation mais comme pièce maîtresse de la politique d'un gouvernement de gauche. C'est inconcevable autrement. Tout notre boulot aujourd'hui, c'est continuer la pression pour que cela figure dans le programme commun. Mais, pour cela, il faut convaincre les socialistes et les radicaux de gauche... Autant dire, comme le fait comprendre un militant PCF

d'Usinor Thionville que «ce qui compte aujourd'hui, c'est plus l'idée de la nationalisation elle-même», hier encore réclamée à cor et à cri. (2)

Ce qui explique aussi pour une large part que le PCF, à l'usine de Thionville directement menacée, ait dévié la cible qu'il assignait précédemment à la lutte. Il s'agissait maintenant de porter principalement l'effort pour imposer la construction de l'aciérie à oxygène à laquelle les patrons actuels ont, semble-t-il renoncé. Ceci, si l'on s'en tient aux explications des militants PCF à Usinor, afin de «limiter la casse de la crise, avec le sentiment que l'échéance de 78 est bien trop loin pour qu'on attende sans lutte».

Notes

(1) Folklorique, en effet. Parce que ce chiffre de 88 000 «oui» recueillis est largement surestimé. Il ne faut pas oublier que le PCF a fait voter également dans les quartiers et les lycées... On retiendra également ce qu'en disait cet ouvrier des aciéries de Pompey qui pensait ne pas avoir voté... Mais un délégué CGT, membre du PCF, avait glissé pour lui, sans même l'en avertir, un bulletin dans l'urne ! Il reste d'ailleurs qu'en Moselle les résultats annoncés étaient les plus bas.

(2) Que ce projet de nationalisation de la sidérurgie soit un pion d'importance pour le projet capitaliste d'État du PCF, on vient d'en avoir une preuve supplémentaire par un récent article paru dans un supplément à la «Nouvelle voix de l'Est», l'une des publications du PCF. Ce texte

s'emploie à justifier aux yeux des militants pourquoi il ne faut pas lâcher d'un pouce face à l'offensive «anti-nationalisation» du PS : «Le programme commun de gouvernement n'est pas une utopie lointaine ; il est la réponse immédiate à la crise d'aujourd'hui. C'est dans moins d'un an (souligné dans le texte) qu'il faudra l'appliquer. Ne pas se prononcer aujourd'hui pour la nationalisation de la sidérurgie et des mines de fer signifierait que la gauche ne pourrait pas la réaliser.

L'inscrire dès aujourd'hui (souligné dans le texte) dans le Programme est donc une question politique immédiate. On aura relevé également au passage l'explication sur le caractère immédiat de la nationalisation : il s'agit là de l'inscrire immédiatement dans le programme commun... Jolie pirouette !

Programme commun

L'OPPOSITION DU PS VIENT AU SECOURS DU PCF

Or justement, le numéro de mai de la revue du CERES, «*Repères*», comporte un épais dossier sur les nationalisations. Le CERES s'en tient d'un côté à la lettre du programme commun, tel qu'il a été adopté en 72, sur le nombre des entreprises à nationaliser. Il évoque le nombre de neuf groupes et plusieurs passages du texte font allusion au caractère privé d'entreprises que Marchais proposait de nationaliser, telles que la CFP, Peugeot-Citroën ; l'objectif de prise de participation majoritaire (et non de nationalisation) est affirmé pour la sidérurgie, contrairement aux positions prises localement en Lorraine par les militants du CERES jusqu'à la dernière période.

Mais une fois cet hommage rendu à l'unité du parti au moment où il négocie cette question avec ses partenaires, le dossier est en fait une attaque en règle des positions prises ces derniers temps par la direction socialiste.

«*On cherche à minimiser la portée des nationalisations, à en «arrondir les angles» et, en fait, à dissimuler leur caractère essentiellement politique pour ne plus les faire apparaître que comme une mesure technique susceptible de toutes les adaptations et de tous les arrangements*», s'indigne le CERES. Au contraire, le CERES entend que «*se constitue un pôle public, nationalisé, planifié (...)* qui aura vocation à devenir dominant».

Les moyens en sont systématiquement décrits ; les propositions d'Attali, soutenues par Mitterrand, pour les

Dans la bataille que se livrent actuellement PCF et PS pour la «réactualisation» du programme commun, un facteur de faiblesse du parti socialiste vient de sa division. Hier encore le CERES minorité qui regroupe entre un quart et un tiers des adhérents, rendait publique une menace de «rupture» au cas où la majorité du parti continuerait à tenter de réduire son opposition, dans le cadre de la préparation du congrès de juin.

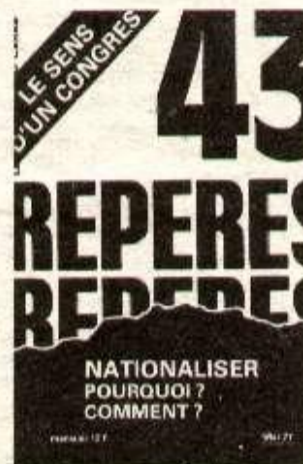
indemnités sont critiquées : «*Le mode d'indemnisation envisagé dénature les nationalisations, leur dénie toute possibilité de favoriser une modification en profondeur des rapports de production, les charge, enfin, d'un coût impossible à déterminer à l'avance*» : les critiques sont celles formulées par Fiterman, dirigeant du PCF, aux propositions de la direction socialiste. Comme le PCF, le CERES s'inquiète tout particulièrement du fait que «*la conversion des actions en obligations participatives non amortissables admet implicitement le principe de la réversibilité de la nationalisation*».

Toujours sur cette question, le CERES insiste sur la distinction entre petits et gros porteurs pour le remboursement ; autre thème de la réponse du PCF à Attali : «*que les conditions d'indemnisation ne permettent pas à quelques dizaines de familles de reconstituer ailleurs leur empire industriel et financier ; d'où la distinction très importante faite par le programme commun entre petits et gros porteurs*».

L'extension réelle des nationalisations envisagées par le programme commun dans son état actuel fait aussi l'objet d'une polémique entre les directions du PCF et du

PS : l'ensemble des filiales seront-elles nationalisées, ou seulement les sociétés holding qui les contrôlent financièrement ? Là-dessus, «*Repères*» prend le contrepied de plusieurs positions prises par la majorité du PS, et qui prônaient la deuxième solution : «*Nationalisation totale, cela veut dire qu'elle concerne non seulement la holding financière, mais aussi les filiales de production*». Dimanche, Herzog, économiste du PCF, disait la même chose.

Restent les problèmes concernant la gestion des entreprises ainsi nationalisées. Là encore, on croirait se retrouver en présence d'un texte du PCF : «*autonomie de gestion*», «*contrats de plan*», «*contrôle a posteriori*» : les grandes lignes des propositions du parti de Marchais se trouvent systématiquement reprises. Le but



final est nettement énoncé : «*Le poids du secteur public doit devenir dominant*». Donc, la marche vers un capitalisme d'État.

Dans les semaines à venir, les négociateurs du parti socialiste vont avoir du fil à retordre, face au PCF : non seulement ils se trouvent ainsi pris à revers dans leur propre parti, mais leurs partenaires n'auront aucune peine à leur rappeler nombre de propositions contenues dans le programme du PS de 72 : cette partie en avait été rédigée par le CERES, qui ne manque d'ailleurs pas d'y faire référence dans sa revue.

Jean LERMET

Rocard sans fard

Le «*Matin du Paris*» du 16 mai, organe officiel du PS, publie une interview de Rocard, responsable du secteur public de ce parti, qui donne un avant-goût des positions du PS dans la renégociation. En voici quelques extraits :

«*Si nous procédons par expropriations, donc par nationalisations des actifs, nous serons confrontés à un contentieux inextricable pour fixer la valeur d'indemnisation des outillages, des terrains, etc. (...)*»

Nationalisation de Peugeot-Citroën ?

«*Nous n'avons pas l'intention de modifier la nature de l'engagement que représente le Programme devant l'opinion, c'est une question de principe. Une révision de la liste des nationalisations suppose d'abord que*

l'électorat ait les moyens de juger de l'efficacité de la première vague.»

L'inflation ?

«*Nous nous efforcerons de ramener la hausse des prix au-dessous des deux chiffres dus à la politique du pouvoir actuel.*»

Inflation inférieure à 10%, c'est l'objectif de Giscard-Barre !

Interdire les licenciements sans reclassements ?

«*Nous sommes avant tout les défenseurs du monde du travail (...)* à lui (l'État aux mains de la gauche) de mener une politique économique dynamique. Dans le cas contraire, il devra assurer une partie du coût social des licenciements.

Merci Rocard de confirmer ce que nous savions déjà.

Le sabre et le goupillon

Elchinger, l'évêque de Strasbourg vient de prononcer une homélie aux accents fascisants, bien dans la manière de ce prélat ultra-réactionnaire. Il s'en est pris à certains juges qu'il accuse d'être trop cléments et a conclu ainsi : «*on ne pourra perfectionner l'exercice de la justice sans rénover et fortifier nos convictions morales. Dans les institutions judiciaires comme dans les autres, le progrès véritable est dû à des consciences nobles et exigeantes. Il ne saurait être le fait d'un devenir collectif, visant à toujours plus de concessions et de facilités.*»

C'est le geste qui compte

La fête de Paris du PCF qui s'est tenue samedi et dimanche dernier était placée sous le signe du «renforcement». De fait, des dizaines et des dizaines de militants ont passé leurs deux jours à silloner la fête en proposant des bulletins d'adhésions. Selon les chiffres officiels du PCF, 731 personnes ont adhéré, alors qu'il n'y a eu que 600 «*Humanité*» et «*Humanité Dimanche*» de vendues. A croire qu'il est moins difficile d'adhérer que de donner 1,50 F pour acheter ce journal...

En voyage

Le secrétaire général de la FEN, qui paraît-il a joué un rôle si important dans le ralliement de FO à la journée d'action du 24, ne sera pas présent aux manifestations de ce jour là. Au même moment, il sera aux États Unis, invité pour un mois par le gouvernement américain...

Scission-mas

Crée à l'initiative du PS pour faire contre poids à l'UNEF inspiré par le PCF, le Mouvement d'Action Syndicale, syndicat étudiant, connaît les sérieuses difficultés après son congrès, qui s'est tenu à Grenoble ce week-end.

Les militants de la LCR ont quittés le congrès, et surtout les quatre délégués de l'université d'Amiens, membres du CERES, ont annoncé leur ralliement à l'UNEF.

Sardou vote pour Mitterrand

Répondant à une interview du «*Matin de Paris*», Michel Sardou, «*vide son sac*» et essaye de se disculper des accusations de fasciste que font naître ses chansons et son comportement. A propos des accusations de nationalisme, il répond qu'au moment de sa chanson sur le paquebot France, une délégation de la CGT est venue le féliciter dans sa loge. Quant à ses positions politiques d'aujourd'hui, il reconnaît avoir voté Giscard en 74, mais que maintenant il a compris : aux municipales il a voté à gauche, et qu'aux prochaines élections il votera pour Mitterrand. Une «*voix*» plutôt embarrassante pour l'union de la gauche...

Marchais n'intéresse pas Barre

Barre ne rencontrera pas Marchais en face à face télévisé. Répondant indirectement aux propositions de Marchais exprimées dans son discours de dimanche -alors que le PCF vient de poster lundi une nouvelle lettre- le premier ministre a déclaré : «*Je ne relève les défis que quand je le veux, et cela ne m'intéresse pas*». Il a fait cette déclaration à l'issue d'une discussion d'une heure avec Giscard, flanqué de son nouveau mentor Peyrefitte.

Pré-retraite : négociations

Les négociations entre CNPF et syndicats sur la pré-retraite s'ouvraient hier. La question qui se pose est de savoir comment accroître l'accord de 72 prévoyant la pré-retraite pour les travailleurs de plus de 60 ans licenciés de leur entreprise. Ces mesures, conformes aux vœux du plan Barre bis, se heurtent à plusieurs obstacles : cette extension de la pré-retraite est-elle provisoire ou définitive ? Quel sera le montant des ressources ? 70 % du SMIC ou au moins le SMIC ? Et surtout qui va payer ?

Le gouvernement est prêt à participer au financement de cette mesure, mais d'après les chiffres fournis, seulement dans le cadre de 50 000 pré-retraites dans l'année. Le CNPF refuse de financer seul. Alors, faudra-t-il augmenter à nouveau les cotisations que payent les travailleurs en activité ? Des qu'on avance dans son application, on voit la nocivité et la dérision des mesures du plan Barre bis.

La seconde émission de «radio verte» brouillée

«Radio verte» a émis lundi de 19 h à 19 h 45, la même émission que le vendredi précédent. Une troisième émission devait avoir lieu mardi soir à partir de documents sonores enregistrés par des groupes écologistes. Un brouillage discret mais néanmoins efficace a considérablement gêné l'écoute de cette émission.

Interpellé à l'Assemblée Nationale, à propos des radios «pirates», le secrétaire d'État à l'Information, Christian Poncelet a déclaré qu'un développement anarchique des radios pirates aurait des conséquences graves. «*Il faut des règles précises*» a-t-il souligné, agitant le danger d'une prolifération désordonnée des radios privées pour la circulation aérienne et les communications entre les avions et les tours de contrôle ainsi que pour les communications entre hôpitaux et ambulances. Il a conclu que la loi sur les monopoles devait être respectée. Poncelet n'ignore pas que c'est loin d'être le cas actuellement. RTL, Europe 1, Radio Monte Carlo notamment émettent en direction de la France, le gouvernement par l'intermédiaire de la Sofirad, majoritaire dans ces radios les contrôle suffisamment pour les tolérer.

POLITIQUE

Après renégociation du programme commun

LES DIVERGENCES DEMEURENT

COMMUNIQUÉ

Les délégations des trois partis signataires du programme commun de gouvernement, conduites respectivement par Robert FABRE, Georges MARCHAIS, et François MITTERRAND, se sont rencontrées le 17 mai au siège du Mouvement des Radicaux de gauche.

Elles ont procédé à un échange de vues sur la situation du pays et constaté l'aggravation de la crise, dont les effets frappent lourdement la grande majorité des Français. L'ampleur prévisible de la grève nationale du 24 mai témoignera de la force de mécontentement populaire.

Les délégations assurent l'ensemble des travailleurs en lutte de la solidarité de leurs partis.

Face à la nocivité de la politique de la droite, et à son incapacité à résoudre les problèmes du pays, les délégations ont affirmé la valeur du programme commun de gouvernement de gauche, de ses orientations et dispositions fondamentales. Elles ont décidé de procéder, dans le respect de celles-ci, à son actualisation afin de prendre en compte les modifications survenues depuis 1972 et de l'adapter aux conditions présentes, au plan économique et social, au plan des libertés et au plan de la politique extérieure. Elles ont également décidé de préciser le calendrier et les modalités d'application du programme commun.

A cette fin, les délégations ont constitué un groupe de travail commun, composé de cinq représentants de chaque formation.

Les travaux d'actualisation du programme commun seront conclus, dans les meilleurs délais, par une rencontre au plus haut niveau.

MRG :

Robert FABRE
Gaston PAMS
Jacques MAROSELLI
Jean-Denis BREDIN
François LONCLE
Pierre BRACQUE
Jacques BONACOSSA
Roger Gérard SCHWARTZENBERG
François LUCHAIRE

PS :

François MITTERRAND
Pierre MAUROY
Gaston DEFFERRE
Pierre BEREGOVY

Edith CRESSON
Robert PONTILLON
Michel ROCARD
Jean-Pierre CHEVENEMENT
Pierre JOXE

PC :

Georges MARCHAIS
Charles FITERMAN
Claude POPEREN
Paul LAURENT
Jean KANAPA
Mireille BERTRAND
Madeleine VINCENT
Pierre JUQUIN
Philippe HERZOG

Cinq heures de réunion, alors qu'il en était prévu trois ; pas moins d'une heure et demie pour se mettre d'accord sur le communiqué final, donne la mesure des difficultés de cette première rencontre au sommet.

Cela est pleinement confirmé par le vide de ce communiqué dans lequel ne sont pas mentionnés les désaccords apparus.

«Le ton de Mitterrand a été extrêmement dur» affirmait un des négociateurs. «Marchais a eu l'air surpris». Cela vérifiait ce que nous avons pu constater en voyant les traits crispés de Mitterrand.

L'échange a été vif notamment à propos du chiffrage du programme commun et de l'extension des nationalisations.

Sur le chiffrage, Marchais candidement a affirmé que chaque parti était libre de le faire...

Ses partenaires déclaraient à la sortie que ce chiffrage était «hors d'actualité».

«Le programme commun ce n'est pas le panier de la ménagère», lâche l'un d'entre eux.

La petite phrase concernant la possibilité pour les salariés d'une entreprise d'en demander la nationalisation ?

Les radicaux avaient annoncé que si elle n'était pas supprimée c'était un motif de rupture ; «des paroles verbales» confia l'un d'entre eux. De plus, il semble que le PCF ne serait pas fâché de la voir disparaître. «On a bon espoir» affirma Schwatzenberg (MRG).

En fait, on s'en doute la contradiction principale, outre le chiffrage c'est la question de l'extension du nombre des nationalisations.

Les révisionnistes auront du mal à faire céder les deux autres partis.

Il n'y aura sans doute pas de bouillonnements dans la cuvée 77 du programme commun. Pour arriver à ce résultat faut-il mettre sur pied une ou plusieurs commissions ? Cette question a occupé une bonne partie du temps de négociation...

L'accord s'est fait sur un groupe de travail unique de quinze membres (trois pour chaque parti).

Cette formule représente pour ces politiciens, l'avantage de mieux permettre aux rapports de force de jouer. Le raisonnement tenu étant que pour faire des concessions sur tel point et être intransigeant sur tel autre, mieux vaut avoir un point de vue d'ensemble...

Cette commission se mettra au travail dès la semaine prochaine et un sommet de la gauche prévu au plus tard au début de l'été y mettra la dernière main.

Marchais dans son interview aux journalistes, pris un air détendu ; Mitterrand est parti rapidement en refusant toute déclaration ; l'ambiance houleuse de la réunion, une des plus tendues des «sommets» de la gauche, annonce une renégociation difficile. Sans aucun doute, les semaines qui viennent le confirmeront.

François MARCHADIER



Defferre et Gervais-Danone

Le maire de Marseille est allé voir les cent quarante employés ouvriers et cadres de Gervais-Danone (du trust BSN Gervais Danone) qui viennent d'entamer leur préavis de licenciement.

«Il est inadmissible qu'une société multinationale, à la recherche d'un profit maximum, vous sacrifie au bénéfice d'une entreprise implantée à l'étranger et qu'elle vous condamne au chômage (...). Ensemble nous imposerons la seule décision juste : le maintien en activité d'une usine rentable. Ne vous laissez pas fractionner en acceptant de prétendus reclassements (...) je prends l'engagement de refuser l'examen de tout dossier pouvant intéresser le groupe BSN Gervais Danone, et concernant le territoire de la commune tant que votre cas ne sera pas réglé (...).»

Defferre n'a pas précisé qu'Antoine Riboud PDG de BSN est un des principaux soutiens financiers de son parti le PS.

INTERNATIONAL

EUSKADI : LE POUVOIR RECULE, LE PEUPLE RESTE MOBILISÉ

Dans la plupart des entreprises du Pays Basque, le travail a repris hier sauf dans certains endroits où la grève a continué pour la libération immédiate des camarades détenus. Lundi soir, la journée de lutte s'est terminée à San Sebastian par une impressionnante manifestation de 25 000 personnes qui a pu se dérouler avec l'autorisation du gouvernement civil, sous le regard de la police armée l'arme au pied. Hier soir, une assemblée était convoquée pour tout le peuple de Pampelune avec l'autorisation gouvernementale, elle aussi. C'est la première fois qu'une manifestation de ce genre est autorisée sur la voie publique.

Partout, les travailleurs qui portent un jugement positif sur ces journées de mobilisation, restent vigilants, tels ces ouvriers de plusieurs usines de Biscaye qui ont proposé en assemblée que la grève générale soit à nouveau décrétée lundi si l'amnistie n'est pas accordée par le conseil des ministres vendredi.

LE VOL DE 200 TONNES D'URANIUM : LA MÊME BANDE QUE LE VOL DES VEDETTE DE CHERBOURG

Selon le journal allemand «Der Spiegel», c'est le même bateau qui a servi au détournement vers Israël de 200 tonnes d'uranium et qui a ravitaillé en cours de voyage les vedettes volées à Cherbourg par les services secrets israéliens. L'organisateur de ce ravitaillement en mer, et du vol des vedettes de Cherbourg, le 25 décembre 1968, serait Dan Erbel, le chef des tueurs du Mossad, condamné en Norvège après avoir assassiné Hamchari et d'autres militants palestiniens à Paris.

Ce Dan Erbel était en fait le propriétaire du bateau qui a servi au transport des 200 tonnes d'uranium et au ravitaillement des vedettes.

Afrique australe

LA ZAMBIE DÉCRÈTE L'ÉTAT DE GUERRE CONTRE LA RHODÉSIE

«Je déclare à tous les Zambiens que nous sommes en état de guerre avec la Rhodésie. Nous combattons et j'ai déjà donné l'ordre à toutes les troupes d'abattre tout avion rhodésien qui serait surpris à violer l'espace aérien».

La décision du président zambien fait suite à une note transmise par le ministre des affaires étrangères anglais, David Owen qui révélait que Smith lui avait dit que la Rhodésie prévoyait une attaque contre les camps de réfugiés situés en Zambie. «Smith m'a demandé de jouer les bons offices auprès de vous pour prévenir cette escalade qui annulerait nos efforts pour un règlement politique», écrivait dans sa note Owen. Le gouvernement zambien a lancé un appel aux pays amis pour le soutenir et lui envoyer des armes. Il a fait une démarche officielle auprès des États-Unis et de l'Angleterre pour que soient

bloquées les activités des compagnies pétrolières qui fournissent la Rhodésie.

BOTSWANA : ATTAQUE RHODÉSIE

Des troupes rhodésiennes ont franchi la frontière du Botswana et ont été combattues par les forces de police, la seule force armée du pays. C'est la troisième incursion des forces rhodésiennes dans ce pays depuis le début de l'année, où des villages frontaliers avaient notamment été rasés par les troupes racistes.

CONFÉRENCE DE MAPUTO

La secrétaire générale de l'ONU a ouvert la conférence de Maputo, capitale du Mozambique, pour le soutien aux mouvements de libération du Zimbabwe. «Il faut mettre fin à la situation intolérable en Rhodésie et



en Namibie», a-t-il déclaré «à moins d'accélérer nos efforts, je crains qu'un désastre ayant des répercussions bien au-delà de l'Afrique Australe ne se produise», devait-il poursuivre. De son côté, le président du Mozambique, Samora Machel, a déclaré dans son discours que c'était «une erreur de parler de négociations de paix quand il y a la guerre». Il a également déclaré que toutes les mesures devaient être prises pour que l'isolement des régimes racistes de Rhodésie et de Zambie soit complet.

LUTTES OUVRIÈRES

Usinor (Thionville) :
plusieurs trains bloqués hier par les ouvriers

LA DIRECTION DE LA CGT SOMMÉE DE S'EXPLIQUER SUR SON ATTENTISME

Hier, l'intersyndicale (CFDT-CGT-FO) appelait les sidérurgistes d'Usinor Thionville à une nouvelle journée d'action. Il avait été envisagé d'envoyer une délégation à Paris où se tenait la réunion de l'U.I.M.M. (Union des Industries Métallurgiques et Minières). Ce n'est guère qu'une dizaine de travailleurs qui répondirent à cette initiative. Elle fut donc annulée. «Ce n'est pas étonnant, cela ne sert à rien ces ballades à Paris» commentait un aciériste, opinion largement partagée ici.

A 10 heures du matin, ce sont quelques 600 à 700 sidérurgistes qui se trouvaient rassemblés devant le portier 6 de l'usine... On était loin des 2 500 travailleurs mobilisés le 6 et des mille du 12. «C'est la dégringolade. Après le 6 mai, beaucoup de gars s'attendaient à ce qu'on aille plus loin. Le cinéma du 12 n'a fait que renforcer le décourage-

ment. Mais qu'est-ce qu'ils font ? On va au casse-pipe avec leur histoire.» Voilà ce qui se dit dans les ateliers. «Tout le monde veut bien se battre, et se battre sérieusement, mais nous n'allons pas recommencer toutes les semaines le même cinéma, nous n'avancions pas et puis à force, le portefeuille se vide !»

Devant la mobilisation, les commentaires allaient bon train. Cependant, à Thionville, ce n'est pas le découragement qui gagne les sidérurgistes, nombreux sont ceux qui posent le problème de «rentrer dans la bataille» de façon conséquente. Les acclamations enthousiastes qui accueillirent la proposition de bloquer le trafic ferroviaire sont bien la preuve de l'esprit d'initiative et d'offensive qui anime bon nombre de sidérurgistes.

Dès 10 h 30, toutes les voies SNCF devant l'usine étaient occupées. Un train de marchandises et deux trains de voyageurs étaient immobilisés. Des discussions s'engageaient de suite avec les cheminots et les voyageurs : «Vous avez raison», «Ça ne peut plus durer», «Il faut les faire céder», «Nous aussi, on est des petits». Cette action des travailleurs d'Usinor recevait spontanément un soutien chaleureux des travailleurs, des mères de famille et des cheminots penchés par les vitres ouvertes. Voilà ce qui explique certainement que la direction SNCF ait préféré arrêté les autres trains en gare de Thionville ! Qu'importe, une délégation d'une dizaine de sidérurgistes se rendra à la gare. C'est alors qu'un responsable CGT a pris la parole : «Après cette journée, il faudra penser à celle du 24. Pour ceux qui veulent du spectaculaire, il y

en aura. Après Barre-un, Barre-deux, on s'achemine petit à petit vers Barre-toi, vers un changement de politique (...). Notre action est importante, car c'est aujourd'hui que commence la réunion des signataires du programme commun. Il faut tout faire pour que nous obtenions la nationalisation de la sidérurgie et des mines de fer (...). Il ne faut pas oublier pourquoi nous sommes là aujourd'hui, c'est pour arracher l'aciérie OBM. Il faut que tout le monde en soit conscient ici».

Pour sa part, la CFDT soulignait «la baisse dans la mobilisation», dénonçait la volonté de certains «d'enterrer l'action» et invitait les travailleurs à profiter de cette journée pour engager un «débat le plus vif et le plus large possible». A 12 heures, la CGT appelait les sidérurgistes à la dispersion.

«Nous y sommes, nous y restons». Tout le monde a été d'accord. «Si on veut que cela marche, il faut tenir le coup». Ainsi, ce sont seulement une dizaine de responsables CGT qui désertèrent l'action. Vers 14 heures, devant le portier 6, les travailleurs expliqueront leur action à ceux de l'après-midi. Beaucoup feront demi-tour, beaucoup se joindront aux occupants des voies.

C'est alors que les gens du PCF dans la CGT apparaissent de nouveau, essayant la colère des sidérurgistes : «Vous avez toujours les mots unité et action à la bouche, mais que faites-vous sur le terrain ?». «Nous en avons marre de vos singeries». «Vous voulez donc écœurer tout le monde». «Il y a des gars de chez vous qui ont bossé ce matin et qui vont bosser cet après-midi, qu'est-

ce que cela veut dire ?». Alors, les dirigeants de la CGT, après plus d'un quart d'heure de «demande de comptes», battirent en retraite prudemment. D'ailleurs jusqu'à 16 heures, (fin de l'occupation des voies), beaucoup de militants CGT sont restés solidaires des autres travailleurs, désavouant par là-même leur direction.

«Depuis que Souffrin est maire à Thionville, ils font risette aux cadres : il n'y a qu'à voir les discussions dans les vestiaires, cela ne va pas sans problèmes» expliquait un jeune aciériste. «Ce qu'on a fait aujourd'hui, nous prouve qu'il faut renverser la vapeur si on veut gagner», expliquaient un travailleur au macaron CFDT et une travailleuse arborant le sigle CGT sur son manteau.

Correspondant Thionville

Union Laitière Normande en grève

«La direction veut non seulement appliquer le plan Barre, mais elle y ajoute des restrictions»

Implantée en Basse-Normandie et en Bretagne, (NEGO), l'ULN emploie près de 5 000 personnes. Depuis lundi, l'ensemble du personnel est en grève à l'appel des syndicats CFDT, CGT et la FNCR (Fédération Nationale des Chauffeurs Routiers). Comme le dit l'intersyndicale dans un tract : «La direction veut faire payer aux travailleurs la restructuration financière. Elle veut nous faire cautionner les accords sur la limitation des hausses de salaires. Elle veut non seulement appliquer le plan Barre, mais elle y ajoute des restrictions». Les travailleurs se sont donc mis en grève illimitée. Ils exigent la réunion de la commission sociale, où ils revendiqueront le maintien

et la progression du pouvoir d'achat, la garantie de l'emploi et l'amélioration de la prime d'ancienneté. Face à la détermination des travailleurs, la direction a déjà reculé ; elle a accepté de réunir la commission sociale le 26 mai, puis le 20 mai, et peut-être même aujourd'hui.

A PROPOS DE L'UNITÉ OUVRIERS-PAYSANS

Le lait n'étant pas ramassé, la direction refuse de le payer aux agriculteurs. L'ULN étant une coopérative, la direction essaie de monter les agriculteurs contre les ouvriers, en disant : «Ce qu'on donnera aux ouvriers, ce sera ça de moins pour vous.» La direction

n'est pas la seule à donner cet argumentation.

Lundi à l'appel de la FDSEA, 300 agriculteurs se mobilisaient à Condé-sur-Vire, principale usine de l'ULN, pour exiger le paiement du lait au prix indicatif. Au cours de ce rassemblement, un dirigeant FDSEA donnait le ton en disant que «ces deux rassemblements (grève des ouvriers, et rassemblement des agriculteurs) n'avaient aucun lien, qu'il y avait même concurrence et qu'il était souhaitable que la grève des ouvriers trouve une solution satisfaisante pour les travailleurs, mais pas catastrophique pour les coopératives».

On a donc vu au cours de

la journée de lundi que l'unité ouvriers-paysans ne se fera pas avec les responsables FDSEA. Pourtant, cette unité est une nécessité dans la Manche. En effet, dans les fermes, les tanks (réservoirs à lait réfrigérés), remplacent de plus en plus les bidons. Alors que les bidons étaient ramassés tous les jours, les tanks ne seront vidés que tous les trois jours. Ceci entraînera donc la fermeture de certains centres de ramassage, Coutances, Percy, la Haye-Pesnel, et la disparition des petits paysans, puisque les laiteries les jugent non rentables pour avoir un tank.

Correspondant Manche

Dôle (Jura) : 39 paysans inculpés de «vol et recel» 6 000 à leurs côtés au tribunal !

Comme nous le disions dans notre édition d'hier, 39 paysans passaient lundi devant le tribunal de Grande Instance de Dôle (Jura) pour s'être opposés, par différentes actions, depuis deux ans, à l'expulsion de M. Jacquot, l'un des leurs, des terrains qu'il louait depuis 1945.

C'est ce combat prolongé qui leur valait de comparaître devant la justice bourgeoise accusés de «vol, recel et dévastation de récolte».

Confirmant on ne peut mieux, l'immense solidarité apportée depuis deux ans à M. Jacquot, entre 5 000 et 6 000 paysans se pressaient devant le palais de Justice, à l'heure du procès ! Des milliers de tracts expliquant la raison du procès avaient en outre été distribués dès le matin en direction des ouvriers des entreprises de la région. Devant les juges, les paysans inculpés dénonceront avec force la spéculation sur la terre affirmant qu'elle devait permettre aux paysans qui la travaillent de vivre.

Ce procès aura été aussi l'occasion de dénoncer l'exode rural très important dans le département du Jura (de 1965 à 1970, les petites exploitations ont diminué de 44,7% !).

La justice bourgeoise réclamera une peine de prison ferme pour l'un des paysans, des peines avec sursis pour les autres ! Le jugement sera rendu le 1^{er} juin.

INSEE : L'AG des grévistes, soutenus par les sections CGT et CFDT de la direction générale de l'INSEE, communique :

Le personnel des catégories d'exécution et les vacataires de la direction générale sont en grève d'une journée par semaine, reconductible, depuis le 12 mai, appuyé par l'ensemble des catégories sur la plate-forme suivante :

- reclassement de 2 000 agents en commis,
- des contrats pour tous les vacataires,
- salaire de base de 2 300 F minimum,
- titularisation au bout d'un an.

Le personnel entame le 17 mai, le deuxième jour de grève à laquelle se sont ralliés les personnels de la direction régionale de Paris (en grève à 50%) et de l'observatoire économique de Paris (en grève du zèle).

L'AG a décidé la reconduction de la grève pour la semaine prochaine.

Paris le 17 mai 1977

Charentes

La terre des Marchis restera aux fermiers

Communiqué
du comité de défense des Marchis

«La terre des Marchis restera aux fermiers» tel est le verdict qui vient enfin d'être rendu par le Tribunal de Ruffec après 2 ans d'atermoiements.

Cette victoire est celle de tous ceux qui se sont sentis solidaires des fermiers et qui ont mené une action soutenue pour la priorité du droit au travail sur le droit de reprise.

Le comité de défense des Marchis est évidemment satisfait de ce résultat qui est une victoire contre l'injustice qu'aurait été la reprise de M. Segeard.

Ce résultat satisfaisant matériellement par le maintien en place des fermiers, l'est cependant moins sur le fond, car la justice s'en est tirée en rendant le verdict sur une question juridique, tout en restant muette sur les questions de fond posées au départ, à savoir : le droit au travail, et la liberté syndicale des fermiers.

Il est en effet clair que la volonté de reprise du propriétaire n'est pas motivée par le besoin, mais est un moyen de se débarrasser d'un fermier qui ne lui plait pas et d'exercer une répression syndicale.

Aujourd'hui, un résultat très important est acquis mais l'expérience nous indique que ce qui est lâché d'une main est souvent repris de l'autre, aussi le Comité de Défense restera-t-il vigilant pour que l'acquis soit définitif.

Pierre Forgerit et André Puygrenier exploitent depuis 1966 et 1967 les terres de Marchis en Charentes.

En 1975, leur propriétaire, M. Segeard (propriétaire de 100 ha de terres) veut reprendre les trois quarts de l'exploitation pour, soi-disant, les «exploiter personnellement». Un comité de défense se constitue alors et après deux ans de lutte, le jugement du tribunal est enfin rendu.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Conseil de Paris

PAS QUESTION D'ARRÊTER LES EXPULSIONS

Il y a eu en 1976, 3 504 expulsions de locataires à Paris, dont 2 567 pour non paiement de loyer. Dans ces chiffres ne rentrant pas en ligne de compte les départs provoqués par les menaces des propriétaires ou par les augmentations de loyers ou la baisse du pouvoir d'achat.

Le Conseil de Paris a adopté une mesure d'assistance municipale aux expulsés qui lui permet de se donner un visage social à bon compte. Cette « assistance » ne supprimera pas les expulsions. Une commission spéciale d'assistance aux expulsés sera créée, comprenant des représentants du bureau d'aide sociale, du Crédit municipal, de la caisse d'allocations familiales et des organismes de HLM, elle sera présidée par un conseiller de Paris.

Cette commission « viendra en aide » aux personnes âgées, aux familles dont le

chef est malade ou hospitalisé, aux femmes seules, aux chômeurs. Elle pourra soit fournir une aide financière directe temporaire, soit faire des prêts, soit permettre un changement de logement. Les premiers aidés seront en fait les propriétaires qui auront l'assurance d'être payés ou de pouvoir expulser sans problèmes. Cette décision fait suite à une recrudescence des luttes contre les expulsions sans changer rien au fond, elle permet la poursuite des expulsions en atténuant ses conséquences sociales et politiques.

Il y a 80 000 logements vides à Paris, pas question de les attribuer aux mal logés. Dans le Marais plusieurs familles occupent des logements vides, la justice a ordonné leur expulsion pour le 22 juin. La demande d'expulsion émanait de... la Ville de Paris.

CONSEIL RESTREINT SUR LE PROGRAMME NUCLÉAIRE

Hier matin, devait se tenir à l'Élysée un conseil restreint sur le programme électro-nucléaire du gouvernement. La question débattue était celle du rythme d'installation des centrales nucléaires en France. Le programme électro-nucléaire a pris du retard : le réacteur de Fessenheim 1 a démarré avec vingt mois de retard et l'incident qui vient de se produire, ajoute deux mois de retard. Les manifestations, les luttes contre les implantations se multiplient, gênant considérablement EDF. Celle-ci réclame du gouvernement qu'il prenne les mesures nécessaires à la poursuite du programme défini et fait peser la menace d'un manque d'électricité dans les cinq ans si le programme initial n'est pas respecté.

Le conseil restreint s'est penché sur ces données et sur un rapport de la commission PEON (production d'électricité d'origine nucléaire). D'après ce rapport le nucléaire est toujours meilleur marché que le fuel et le charbon mais l'écart qui les sépare s'est amenuisé. Il était de 50 % il y a deux ans, il n'est plus aujourd'hui que de 30 %. Le coût du kwh nucléaire est estimé à un peu moins de 10 centimes, le kwh fuel et le kwh charbon sont estimés à 11,5 centimes. De plus, d'après la commission PEON, le nucléaire assure l'indépendance énergétique. Ces différentes allégations n'intègrent pas une série de coûts tels que la sécurité, l'environnement et ne tiennent pas compte de la dépendance de la France en uranium et en uranium enrichi. Il n'empêche que cette baisse relative de la compétitivité du nucléaire, que l'opposition croissante à l'installation de nouvelles centrales vont probablement amener une légère baisse du programme électro-nucléaire.

UN RALENTISSEMENT DES IMPLANTATIONS

Le programme Messmer de mars 1974, prévoyait la mise en place de 6 000 MW nucléaire chaque année entre 1975 et 1980. Ce projet ambitieux a été réduit à 5 000 MW. Il sera certainement encore réduit. Pour 1974-1975, le Parlement avait autorisé 13 000 MW et le gouvernement a ramené le programme à 12 000 MW pour 1976-1977 et à 5 000 MW pour 1978. Le conseil restreint présidé par Giscard d'Estaing auquel participaient Berre, Boulin, D'Ornano, Monory le commissaire au plan Ripert et le délégué général à l'énergie Paul Mentre devait se prononcer sur le programme de 1979, 1980, et 1981. Les décisions prises ne seront rendues publiques que le 29 juin. Il a été décidé la création d'un comité interministériel de l'énergie nucléaire se réunissant tous les 3 mois.

Réduction probable, mais pas abandon. Pour faire face aux oppositions

aux implantations centrales, il est prévu de réaliser des centrales plus importantes : 4 réacteurs de 1 300 MW au lieu de 2 réacteurs de 900 MW. Ainsi, il faudrait pour un programme de même importance un nombre moindre de sites.

UN FAUT DILEMME

Le dilemme posé entre énergie nucléaire ou énergie d'origine pétrolière avec maintien de la dépendance énergétique est une fausse alternative. D'autres choix existent : économies d'énergie, en par-

ticulier de l'énergie électrique avec la renonciation au tout électrique et emploi d'autres ressources énergétiques délaissées : géothermie, solaires ou minérales : hydro-électrique. Mais, les profits escomptés par quelques grosses sociétés dans le pétrole comme dans le nucléaire, et le gigantesque marché nucléaire que convoite l'impérialisme français expliquent une politique énergétique qui défaisse l'utilisation d'autres sources énergétiques et fait fi de la sécurité.

Serge LIVET



Créteil Le SGEN-CFDT occupe le rectorat

Mardi 17 mai, à l'occasion de la journée d'action, les militants du SGEN-CFDT de l'académie de Créteil réunis en assemblée générale sont partis en manifestation au rectorat porter des motions sur les problèmes des maîtres auxiliaires relatifs à chaque établissement de l'Académie.

Accueillie par les éternels vigiles du recteur qui voulaient lui interdire l'entrée, la manifestation a passé outre et est entrée dans les locaux du rectorat exigeant qu'une délégation d'auxiliaires soit reçue. Après plusieurs tentatives lamentables pour faire évacuer les locaux, le recteur a été contraint de recevoir la délégation, les manifestants restant sur place. Interrogé sur le réemploi de tous les maîtres auxiliaires à la rentrée 77, et sur leur titularisation le recteur bien sûr n'a pas répondu.

Les manifestants ont par contre obtenu l'assurance que les maîtres auxiliaires à qui on proposerait soit un poste partiel (ce qui ne permet pas de manger) soit un poste éclaté (sur plusieurs établissements à la fois) et qui le refuseraient ne soient pas considérés comme démissionnaires et puissent toucher l'allocation chômage.

Corr.

Succès de la journée « faculté morte » à Jussieu

Le collectif intersyndical anti-amiante de Jussieu a organisé hier sur cette faculté parisienne une journée « faculté morte ». But de cette journée : imposer des travaux de réfection dans les locaux floqués à l'amiante pour assurer des conditions de sécurité par rapport aux fibres d'amiante cancérogènes.

Très peu de gens ont torcé les piquets de grève, si ce n'est quelques forcenés du travail dans n'importe quelles conditions et des cadres du SCAP (Service de Construction de l'Académie de Paris) qui sont responsables de la construction de la faculté de Jussieu et de l'emploi de l'amiante.

La veille, un meeting s'est tenu dans un amphithéâtre archi-comble pour faire le point sur la lutte.

A noter que les élèves du CET de Clichy sous Bois qui avaient fait grève pour obtenir la réfection des locaux floqués à l'amiante ont obtenu satisfaction.

Gaumont :

PREMIERE VICTOIRE

Le 12 mai les employés et techniciens de la Société Gaumont cinéma se mettent en grève spontanément. La Société Gaumont groupe une quarantaine de salles de cinéma en France dont 17 à Paris soit 800 employés dont 300 à Paris.

La grève était effective dès le 12 à 14 h à Paris et dans les villes de Rouen, Lille, Toulouse, Grenoble, Lyon et Montpellier. Les revendications du personnel étaient communiquées à la direction de la Société Gaumont qui assistait au Festival de Cannes et qui est revenue à Paris immédiatement dans la nuit.

1. Maintien de l'effectif du personnel actuel

2. Obligation de 2 opérateurs par service dans les salles complexes de plus de 3 cabines de projection.

3. Maintien de la prime exceptionnelle

4. 2 jours de repos consécutifs par roulement y compris dimanche et fête.

5. 40 h de travail par semaine.

6. Retraite à 60 ans

7. Egalité des salaires de la Province par rapport à Paris.

8. Suppression de la garde de nuit pour les ouvriers

9. Un 13^e mois pour les ouvriers.

10. Pas de salaires de moins de 2 200 F

La discussion a été très animée certains opérateurs projectionnistes sont obligés de travailler dans 5 cabines en même temps alors qu'il y avait 2 opérateurs par cabine avant l'installation des complexes.

Les négociations entre les syndicats des Sociétés Gaumont Pathé UGC et la fédération patronale s'enga-

naient dès le 13 mai à 11 h.

La délégation syndicale revenait avec beaucoup de promesses, mais rien de concret si ce n'est la certitude des 2 jours de repos consécutifs. Une future réunion était prévue le 2 juin au cours de laquelle il serait discuté du rattrapage des salaires de Province c'est-à-dire 1 700 F échelonné dans le courant de 1977 et pas de salaire à moins de 2 200 F.

Les délégués étaient divisés sur l'opportunité de la continuation de la grève, les uns étant d'avis qu'il fallait s'organiser, les autres qu'il fallait reprendre le travail et envisager une grève générale. A vote secret l'assistance a décidé de la reprise du travail par 51 pour et 37 contre. Mais les opérateurs ont décidé un vote individuel et 11 ont voté la grève contre 8 pour la reprise du travail. De ce fait la grève continuait.

Partir en grève seul, sans le soutien des autres employés et ouvriers du cinéma dénote un certain corporatisme.

Cela a été expliqué par les délégués CGT de la Fédération. L'action se poursuit à l'échelon national jusqu'au 2 juin date où tous les problèmes seront négociés avec les patrons. Si les négociations échouaient une grève générale du Cinéma est à prévoir car la combativité des employés du spectacle a nettement augmenté ces derniers mois.

Les patrons se plaignent du marasme. Les travailleurs du cinéma répondent qu'ils ne sont pas responsables de la crise et qu'ils ne veulent ni en subir les frais, ni respecter le plan d'austérité du gouvernement.

Correspondant GAUMONT

CHINE : CONFÉRENCE NATIONALE POUR S'INSPIRER DE TAKING DANS L'INDUSTRIE

Un important discours du président Houa-Kouo-feng Extraits

«CONSOLIDER JUSQUE DANS CHAQUE UNITÉ DE BASE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT»

La Conférence Nationale pour s'inspirer de Taking dans l'industrie, qui poursuit ses travaux actuellement, marque un moment très important dans la grande lutte politique déclenchée en Chine contre la ligne et les positions des «quatre». Le discours du président Houa Kouo-feng, dont nous publions ici des extraits, systématisant l'expérience de Taking, trace la voie pour que la classe ouvrière, maîtresse des usines, renforce son pouvoir et développe l'industrialisation du pays.

Il met en lumière qu'en se fondant sur la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, en prenant la lutte de classe, comme axe, la classe ouvrière doit, au sein des usines, mener, de façon indissociable, la révolution dans la superstructure, la révolution au niveau des rapports de production et la libération des forces productives.

Ainsi sont fermement combattues les conceptions des «quatre» qui opposent de façon mécanique révolution et production, sabotaient à la fois la révolution et la production.

L'enjeu de cette Conférence est considérable : c'est en bonne part, l'avenir même de la Chine socialiste, qui est envisagé, sa capacité, d'ici la fin du siècle, à consolider et développer les bases industrielles de son édification.

Si nous affirmons que suivre l'exemple de Taking est d'une importance fondamentale pour le développement industriel de notre pays, c'est parce que Taking, cette entreprise dont le président Mao avait fait un drapeau rouge, est un modèle d'étude de la pensée maotsetoung et d'application, sur le front industriel, de la théorie magistrale de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, un modèle de révolutionnarisation guidant l'industrialisation et de progression dans une voie de développement industriel propre à la Chine. (...)

Dans la société socialiste, les rapports de production et les forces productives, la superstructure et l'infrastructure économique, sont à la fois en accord et en contradiction. (...)

Cet état de choses trace notre devoir : en axant tout sur la lutte de classes, poursuivre la révolution au niveau de la superstructure de façon à adapter celle-ci à la base économique, poursuivre la révolution dans les rapports de production pour les adapter au développement des forces productives, déployer de grands efforts en matière d'innovation et de révolution techniques, et développer rapidement les forces productives afin d'assurer aux systèmes politique et économique socialistes une base matérielle chaque jour plus solide.

Vous avez tous vu et appris à Taking, et vous avez écouté les exposés du camarade Song Tchen-ming et d'autres camarades de Taking sur les expériences de leur entreprise. Ces visites et ces exposés nous ont laissé à tous une impression très forte : Taking se guide sur la théorie magistrale de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. (...)

LA POLITIQUE PROLÉTARIENNE AU POSTE DE COMMANDE

Dans les entreprises, la révolution dans la superstructure vise fondamentalement à consolider la dictature du prolétariat jusque dans les unités de base au travers de la lutte acharnée entre les deux classes, entre les deux voies, entre les deux lignes. A cet effet, on doit appliquer fermement dans les entreprises la ligne révolutionnaire du président Mao, y combattre et vaincre la ligne révisionniste, de façon que le pouvoir de direction soit effectivement détenu par les marxistes et les masses ouvrières ; on doit également mener en profondeur un travail politico-idéologique, armer le personnel de la pensée maotsetoung et promouvoir sans cesse la révolutionnarisation idéologique de l'homme.

Dès le début de la bataille du pétrole, Taking avait une orientation bien nette et une juste ligne. Commençant son œuvre en se guidant sur la pensée maotsetoung, sur les deux essais philosophiques «de la pratique» et «de la contradiction», cette entreprise brisa les stéréotypes révisionnistes en matière de gestion des entreprises et fraya ainsi une voie nouvelle à l'édification industrielle de notre pays. Au cours des premières années de débats qui furent

difficiles, Taking a toujours fermement appliqué la ligne révolutionnaire du président Mao, tenu bon devant les pressions qu'exerçait la clique des renégats khrouchtchéviens et face aux attaques et activités de sappe de Liou Chao-chi, surmonté les difficultés causées par de graves calamités naturelles, et mené avec succès l'aménagement du bassin ; tout cela a fait de l'entreprise de Taking un glorieux drapeau rouge de l'industrie chinoise. Au cours de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne et surtout aux moments cruciaux de la lutte contre Lin Piao et la «bande des quatre», l'exploitation a triomphé de toutes les épreuves ; elle a tenu bon, défendant résolument la ligne révolutionnaire du président Mao et déjouant les complots que ces éléments avaient tramés dans le dessein d'abattre ce drapeau rouge. Elle s'est tout particulièrement distinguée dans la lutte contre la «bande des quatre» au cours de ces dernières années. (...)

Une dictature efficace y a toujours été exercée sur les ennemis de classe. Oui, les travailleurs de Taking se sont montrés capables comme le dit un adage chinois, de «rester tranquillement assis dans leur barque de pêche sans craindre la tempête». Qu'entend-on par consolider jusque dans chaque unité de base la dictature du prolétariat ? Il suffit de regarder Taking pour le savoir. (...)

RÉVOLUTIONNER LES RAPPORTS ENTRE LES HOMMES DANS LE TRAVAIL

La révolution au niveau des rapports de production doit embrasser ces trois aspects : la propriété des moyens de production, les rapports entre les hommes dans le travail et les rapports de répartition. Dans les entreprises à propriété socialiste du peuple entier, nous avons encore beaucoup à faire quant à la révolution dans les rapports entre les hommes au cours du travail. A ce propos, Taking a obtenu bien des succès. (...) Taking s'appuie de tout cœur sur la classe ouvrière. Ses ouvriers font preuve d'une haute conscience politique et d'une grande ardeur au travail, participent activement à la gestion de l'entreprise, observent de façon consciencieuse la discipline du travail et sont unis dans l'action. Ils sont vraiment devenus les maîtres de leur entreprise. Quant aux cadres de Taking, ils travaillent dur, participent sans relâche au travail productif, consultent les masses lorsqu'il y a des problèmes et se soucient de leurs difficultés. Ainsi, ils jouissent d'une grande autorité parmi celles-ci. (...)

Les familles des travailleurs de Taking se sont organisées pour participer à la production et aménager une zone minière de type nouveau, qui réalise l'union de l'industrie, et de l'agriculture, de la ville et de la campagne. Tout ceci contribue à réduire les trois différences, à restreindre le droit bourgeois et à empêcher la formation d'une classe de bureaucrates. (...)



Sur le champ pétrolifère de Taking, des ouvriers vétérans accueillent chaleureusement Houa Kouo-feng.

LIBÉRER LES FORCES PRODUCTIVES

Une tâche importante de la dictature du prolétariat, c'est de développer rapidement les forces productives, de pratiquer l'innovation et la révolution techniques, de réaliser des rendements supérieurs à ceux du capitalisme. C'est là une des conditions indispensables pour consolider la dictature du prolétariat, prévenir la restauration du capitalisme. Et, partant, faire disparaître les classes et passer au communisme. Par la révolution qu'elle mène dans les domaines de la superstructure et des rapports de production, l'exploitation pétrolière de Taking a stimulé vigoureusement le développement de la production. (...)

Ces 17 dernières années, la production du pétrole brut a augmenté à un rythme soutenu : 28 pour cent par an ; elle a sextuplé par rapport à 1965, année précédant la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne.

Dans l'exploitation et l'aménagement du bassin, on a assimilé certaines réalisations scientifiques et techniques des autres pays, sans pour autant emprunter les sentiers battus de l'étranger ; on a réalisé des créations originales et rattrapé ou dépassé, dans de nombreux domaines, le meilleur niveau mondial. (...)

S'OPPOSER A LA MÉTAPHYSIQUE ET AGIR SELON LA DIALECTIQUE

A Taking, les membres des comités du parti aux différents échelons ont bien maîtrisé l'art de diriger et leurs méthodes de travail débordent de créativité. (...)

Les membres des comités du parti ont toujours su combiner les différents aspects suivants : un esprit révolutionnaire élevé avec une rigoureuse attitude scientifique, un travail politico-idéologique accompli d'une façon approfondie et minutieuse avec des règlements rationnels, une éducation idéologique communiste avec l'application des politiques économiques de la phase du socialisme, une grande aptitude à la tâche avec une grande attention à la vie des masses. En un mot, ils s'opposent à la métaphysique et agissent selon la dialectique. (...)

La «bande des quatre» avait calomnié Taking en qualifiant l'entreprise de «modèle d'application de la théorie des forces productives», une affirmation des plus absurdes. En s'opposant à Taking, ce n'est pas la théorie des forces productives qu'elle combattait mais bien la théorie magistrale du

président Mao sur la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, la brillante application de cette théorie au secteur industriel et la voie de développement industriel propre à la Chine. (...)

LE RYTHME DE L'ÉDIFICATION : UNE QUESTION POLITIQUE

Le rythme de l'édification n'est pas simplement une question économique, mais une question politique. Il revêt un caractère politique d'autant plus aigu si nous envisageons les choses du point de vue de la situation de la lutte de classes sur le plan international. La guerre est dans la nature même de l'impérialisme et du social-impérialisme. Nous devons donc «nous préparer au combat». Aucune occasion ne doit être perdue et le temps ne nous attend pas. (...)

Le président Mao avait dit : «En comparaison avec le capitalisme, le socialisme est supérieur à plus d'un titre, l'économie de notre pays se développera beaucoup plus vite que les pays capitalistes». Les faits en ont fourni la preuve au cours des 28 dernières années. Cependant, du fait des activités perturbatrices et de sappe de Liou Chao-chi, de Lin Piao et de la «bande des quatre», les succès de notre édification ne sont pas aussi importants qu'ils auraient dû être et les rythmes prévus n'ont pas été atteints. C'est quelque chose de négatif mais cela peut donner quelque chose de positif, car nous pouvons en dégager une expérience et des leçons très utiles. Tout le parti a payé pour connaître les lois objectives du développement économique en société socialiste et apprendre à suivre la voie du développement industriel propre à la Chine, voie indiquée par le président Mao. Notre économie nationale pourra-t-elle se développer plus vite et mieux au cours des 23 années à venir que pendant les 28 années précédentes ? Nous estimons que cela est tout à fait possible, parce que nous disposons d'une base matérielle créée au cours des 28 années écoulées et d'expériences positives et négatives acquises dans l'édification économique pendant cette période. Le plus important, c'est qu'à travers la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, trois quartiers généraux bourgeois, celui de Liou Chao-chi, celui de Lin Piao et celui de la «bande des quatre», ont été écrasés, que l'unité de tout notre parti en a été renforcée, que le niveau de conscience de tout notre peuple s'en trouve élevé, que la ligne révolutionnaire du président Mao peut être appliquée de façon intégrale et correcte, que l'esprit révolutionnaire des cadres et des masses a été galvanisé et qu'ils peuvent se lancer à fond dans l'édification du socialisme. (...)

INTERNATIONAL

Élections israéliennes

LE CHOIX ENTRE DEUX POLITIQUES D'ANNEXION

A partir de mardi matin se déroulaient les élections législatives israéliennes dans tous les territoires occupés depuis 1948, date de la reconnaissance de l'État sioniste par les Nations Unies, dominées à l'époque par les USA et leurs alliés.

Dans les élections d'hier, parmi la myriade de listes qui se présentaient, dominait la politique de colonisation massive des territoires occupés depuis 1967 et de préparatifs pour une guerre nouvelle au nom de la sécurité. D'un côté, la Likoud, l'organisation la plus extrémiste, refuse que soit envisagé tout retrait des territoires occupés, pour que soient assurées des frontières défendables à l'État d'Israël; de l'autre, le parti travailliste, dont les dirigeants les moins hostiles à un retrait des territoires occupés en 1967 ont été mis hors compétition par la révélation de scandales, prévoit dans son programme électoral «de consolider l'implantation de colonies israéliennes rurales et urbaines dans la zone de Jérusalem dans le Golan (territoire syrien), dans la zone de Rafah et dans la région d'Ofina (en territoire égyptien, la ville de Charm el Cheïkh, à l'extrême pointe du Sinaï)». Avant même ces élections, cette politique a été

activement mise en œuvre par le parti travailliste au pouvoir. Pas de retrait ou un retrait très limité par l'annexion de territoires arabes auxquels ni l'Égypte, ni la Syrie ne veulent renoncer, et par l'annexion de tout ou en partie du territoire palestinien de Cisjordanie et de Gaza, pas de reconnaissance de l'OLP, les deux politiques sionistes conduisent directement vers la guerre, pour autant que les États-Unis soutiennent jusqu'au bout les prétentions israéliennes. La reprise par les États-Unis des termes israéliens de frontières défendables, l'armement massif d'Israël par les USA garanti par Carter et toute l'administration américaine font des préparatifs d'une cinquième guerre, l'alternative à une conférence sur le Moyen-Orient dont les chances de débouchés sont de moins en moins évidentes.

Dimanche soir, à l'occasion du 29^e anniversaire de la création de l'État d'Israël, s'est déroulé un meeting au cours duquel le représentant en France de l'OLP, Ezzedine Kalak, a pu réaffirmer publiquement les positions de la Résistance Palestinienne dont le combat à l'intérieur des territoires occupés, malgré les difficultés rencontrées notamment à la suite de la guerre du Liban, est allé croissant.

Pour l'anniversaire de la création d'Israël

Opérations et manifestations dans les territoires occupés



L'armée israélienne était en alerte dans les territoires occupés à l'occasion de l'anniversaire de la création d'Israël. Des affrontements violents ont notamment eu lieu à Naplouse et à Djenine. Dans Naplouse, le couvre-feu a été imposé. A Ramallah, la grève des commerçants palestiniens était totale.

En Haute-Galilée, occupée depuis 1946, un véhicule militaire a été détruit à la suite d'une attaque à la roquette.

On comprend que c'est dans une ville comme Jérusalem, quadrillée par l'armée que se déroulent les élections, comme le montre cette photo.

Italie

MANIFESTATION A ROME JEUDI

Après les assassinats de manifestants, une grande manifestation est prévue jeudi à Rome, tandis qu'une nouvelle campagne pour le respect de la loi et de l'ordre est lancée par le parti révisionniste italien. De son côté le gouvernement italien a affirmé le droit des policiers d'utiliser leurs armes contre les manifestants. Dans ce climat les manifestations prévues à Rome jeudi risquent de connaître une répression particulièrement violente alors qu'en principe toute manifestation est interdite jusqu'au 31 mai.

Les conditions dans lesquelles se sont déroulées les dernières manifestations ne manquent pas de points obscurs. Les coups de feu tirés depuis les rangs des manifestants l'ont été si l'on en croit les documents photographiques, par des gens bien entraînés. Or lors des manifestations qui se sont déroulées dans le week-end la présence de plusieurs

policiers armés de pistolets qu'ils brandissaient ostensiblement a été suffisamment visible pour que la presse italienne la relève !

Par ailleurs une explication commode apparaît du côté du PCI qui légitime une violente attaque contre les manifestants. S'appuyant sur un article paru dans l'hebdomadaire Panorama les révisionnistes assurent que «les grèves sauvages organisées depuis dix ans dans les usines Fiat l'ont été par les services secrets allemands, qui livraient les P.38, que la CIA aurait donné l'ordre à ses 400 agents en Italie de faire des difficultés aux PCI sur sa droite et sur la gauche». C'est à l'aide de ces minables explications que le PCI compte encore aggraver la répression contre ceux qui, s'opposant au gouvernement Andreotti sont conduits à affronter la politique du PCI.

Tensions à la corne de l'Afrique

APPUI SOVIÉTIQUE A L'ÉTHIOPIE ET RÉACTION SOMALIENNE

Lors d'une conférence de presse tenue à Mogadiscio, le président somalien, Siad Barre, a tenu des propos très sévères à l'égard de l'Éthiopie au moment où le chef de la junte militaire au pouvoir rentre d'URSS.

A l'égard de la province de l'Ogaden, annexée par l'Éthiopie après la guerre, il a souligné qu'elle faisait toujours partie du territoire somalien, mais que l'Éthiopie gardait une «attitude coloniale» et qu'elle envoyait des troupes dans la province.

A l'égard de Djibouti, Siad Barre a affirmé qu'il était menacé d'invasion par l'Éthiopie. «Si les gens de Djibouti sont attaqués et nous demandent notre aide, nous les aiderons». Ces contradictions extrêmement vives entre les deux régimes de la corne de l'Afrique ont pour toile de fond l'intervention soviétique auprès de l'Éthiopie et sa brutale opposition aux réunions qui se déroulent pour faire de la mer Rouge un lac de paix arabe.

Alors que l'URSS affirme que l'Éthiopie est un pays socialiste, Siad Barre affirme à propos du régime éthiopien «tuer des étudiants ce n'est pas du socialisme». Alors que l'URSS considère que le projet de réunion des pays riverains de la mer Rouge est dirigé contre l'Éthiopie; est contraire aux lois de la libre circulation sur les eaux internationales, et sert des plans impérialistes, Siad Barre déclare : «Je ne vois pas pourquoi cela peut porter

atteinte à nos relations avec l'URSS. La mer Rouge doit être un lac de paix. C'est l'intérêt de tous les riverains. Ce que nous ne voulons pas c'est collaborer avec ceux qui veulent troubler la paix dans la région».

Selon Siad Barre, ces contradictions sont connues de l'URSS mais n'ont pas été résolues : «Nous avons parlé avec les dirigeants soviétiques de cette question (la politique éthiopienne), nous leur avons exposé nos vues».

L'appui apporté par l'URSS au régime éthiopien a brusquement fait monter la tension dans la région. Mais en même temps, en jouant sur les divisions, en encourageant l'Éthiopie à s'opposer aux tentatives de politiques communes dans la mer Rouge, il engendre des difficultés à l'URSS elle-même.

OTAN

Les chars allemands et français devraient être équipés du même canon de 120 millimètres, affirment les Allemands. D'autre part, l'Angleterre a rendu public un accord anglo-US pour la co-production d'armes.

Paris : a l'appel de l'Union Générale des Étudiants Palestiniens

MEETING ENTHOUSIASTE DE SOUTIEN A LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Kalak, représentant de l'OLP en France, a mis en lumière les luttes actuelles des masses palestiniennes dans les territoires occupés, comme Cisjordanie, Gaza, Galilée, Néguev. Il a dénoncé la poursuite de la politique sioniste de colonisation, non seulement en Palestine, mais aussi dans les territoires syrien et égyptien occupés en 67. En Galilée, la politique de judaïsation est menée sous couvert de «modernisation» : le premier ministre par intérim actuel, Shimon Pérès a demandé l'installation d'usines d'armement en Galilée, prétexte pour chasser les Palestiniens de leurs terres. «La politique d'Israël, a-t-il déclaré, est d'installer une deuxième frontière après celle installée en 48. C'est d'empêcher les Palestiniens de Galilée d'entrer en contact avec ceux de Cisjordanie, d'empêcher les Palestiniens du Néguev d'entrer en contact avec eux de Gaza, en installant des colonies. Aujourd'hui, notre peuple, fidèle à son histoire, manifeste le même courage que dans le passé pour mettre fin à cette entreprise fasciste, raciste».

E. Kalak a dénoncé ensuite les manœuvres qui cherchent au Liban, à faire reculer la Résistance, à remettre l'application des accords du Caire, à faire monter la tension dans le pays pour obliger la Résistance à des combats.

Le représentant de l'OLP, a fait un sort aux fausses informations venant des pays occidentaux et des pays arabes, sur une éventuelle reconnaissance de l'État sioniste par l'OLP. Notamment à partir de la rencontre de Prague entre l'OLP et le Rakah, parti révisionniste israélien. E. Kalak a souligné : «Le Conseil National Palestinien autorise l'OLP à rencontrer des organisations juives démocratiques. Or le Rakah reconnaît l'OLP, en tant que représentant légitime du peuple palestinien, reconnaît le droit du peuple palestinien à avoir une patrie. Mais l'OLP n'a pas pour autant laissé de côté, à la réunion de Prague, ce qui la sépare du Rakah: son refus de reconnaître l'État d'Israël».

Sur la question de la solidarité arabe, le représentant de l'OLP a précisé : «Il y a deux formes de solidarité, l'une en direction des régimes, dont on n'est pas toujours sûr, l'autre en direction des peuples arabes, les alliés naturels et stratégiques de la Révolution Palestinienne. Et l'OLP a besoin de renforcer la solidarité avec les régimes arabes, de construire un front commun avec eux contre le sionisme, en dépit des divergences».

Tout au long de son intervention, le représentant de l'OLP a été chaleureusement applaudi par une salle enthousiaste et unie pour le soutien à la Résistance et à son objectif stratégique : la libération de la Palestine.

Pour l'amnistie totale, les libertés et les droits nationaux

LE PEUPLE BASQUE MOBILISÉ

Interview de Juan José Martínez Leunda

Recueillie par Frédéric FERRER

Lundi 16 mai

Les manifestations qui se sont déroulées tout le week-end au Pays Basque, ont rencontré un large écho dans toute l'Espagne. A Madrid, les arrêts de travail ont été nombreux, notamment dans tout le secteur métallurgique, malgré un appel des Commissions Ouvrières de ne pas lancer de mouvement national de grève à l'occasion de la grève générale organisée au Pays Basque.

En Catalogne, les mouvements de solidarité ont été également très nombreux. La quasi-totalité des entreprises ont été le siège d'assemblées de travailleurs suivies de débrayages et de mouvements de grèves.

Les morts du Pays Basque et le soulèvement de toute la province ont révélé dans toute leur ampleur les limites de la «démocratisation» de Juan Carlos, qui maintient et renforce une armée et une police héritées de Franco.

La politique suivie notamment par le parti révisionniste espagnol, marque plus nettement que jamais la position occupée par celui-ci face aux exigences des

— *Camarade, tu es le délégué de l'ORT à l'Euskadi Herrakunde Herritarra, autrement dit «l'organisation populaire basque» qui a conduit les mobilisations de ces derniers jours. Peux-tu nous expliquer les récents événements ?*

— Juan José Martínez Leunda : Les commissions pro-amnistie d'Euskadi avaient organisé une semaine où étaient prévues diverses manifestations. Lundi, nous avons décidé à notre tour d'y participer activement, en convoquant pour jeudi une grève générale pour l'amnistie totale et pour la légalisation de tous les partis démocratiques en Euskadi et dans tout l'État espagnol. Jeudi, la grève générale a effectivement eu lieu. En Guipuzcoa, elle a été absolument totale. A cette occasion, la police a commis un assassinat à Renteria et fait plusieurs blessés par balles. L'indignation provoquée par ce crime a eu pour conséquence que non seulement la grève générale s'est poursuivie mais que, de plus, elle s'est étendue principalement en Navarre et en Biscaye.

Vendredi soir, la grève était donc pratiquement générale dans ces trois provinces et elle a continué samedi. La police continuait d'agir avec la même sauvagerie brutale, tirant des rafales de mitraillette contre les manifestants, faisant des arrestations, des blessés et d'autres morts encore.

La riposte a été très dure et s'est caractérisée par quatre choses : d'abord la grève générale, des assemblées massives de 5 000 à 6 000 personnes, des manifestations très massives aussi. Je peux dire qu'en Guipuzcoa et Navarre, le nombre de personnes réunies dans les assemblées et manifestations a été de l'ordre de 30 000, dans chaque province. Il y a eu aussi les barricades avec des affrontements extrêmement violents dans toutes les localités. Les barricades étaient tenues par des gens du peuple, ce n'était pas des barricades, comme on a tenté de le faire croire, tenues par des groupes de quelques isolés incontrôlés, mais des barricades avec 1 000 personnes dans chaque point et conçues comme un mode de défense contre les forces répressives. Samedi, l'ensemble des partis politiques, sauf le PCE, ont alors décidé d'appeler à la grève générale lundi, en réponse à cette négation des droits démocratiques.

C'est alors que les Commissions Ouvrières et le PCE ont appelé au calme, tant par la radio que par la télévision, disant que ce n'était pas le moment, qu'il fallait préparer

les élections en paix, qu'il fallait faire une trêve, etc. etc. Malgré cela, la grève générale d'aujourd'hui lundi a été totale. Y compris dans une province qui jusque-là n'était pas dans le mouvement, la province d'Alava. De plus, il y a eu une extension dans le reste de l'État. Il y a eu des arrêts de travail à Madrid, et aussi des manifestations de solidarité ; un appel à une journée de solidarité avec le Peuple basque en Catalogne et auquel le PSUC (parti révisionniste de Catalogne ne participe pas).

Les appels à la lutte, fondamentalement, ont été lancés par l'Euskadi Herrakunde Herritarra où se trouvent les forces nationalistes, l'ORT, le PTE, le MCE. Cette organisation, bien qu'elle soit alors dispersée par la campagne électorale a retrouvé son unité par cette lutte, dans le sens d'une unité d'action.

Il y a eu aussi partout des accords entre les organisations syndicales, sauf avec les Commissions Ouvrières — pour appeler aussi à la grève générale. Il y a eu des motions d'assemblées d'usines, de coordinations, et de partis et organisations syndicales dans toutes les provinces.

— *QdP : Dans sa propagande, le PCE tente de présenter la violence policière comme le simple fait de l'extrême-droite et de la séparer du gouvernement lui-même, qu'en penses-tu ?*

J.J.M.L. : Il s'agit d'empêcher que le peuple ne se renforce dans l'idée qu'il n'arrachera l'amnistie totale que par la lutte. Nous nous trouvons devant un gouvernement qui lance ses forces répressives sur tout Euskadi, avec les balles de caoutchouc, les grenades fumigènes, mais aussi les balles réelles. C'est-à-dire un gouvernement qui envoie tuer. L'expression concrète de cela, ce sont les cinq morts et les dix-sept blessés.

Nous croyons qu'il s'agit d'une opération délibérément montée par le gouvernement lui-même, qui se sent maintenant à l'initiative, capable à la différence des autres occasions, de lancer ses troupes avec les balles réelles pour tirer sur le peuple, car il se sent fort de l'appui que les forces bourgeoises d'opposition lui donnent, tant le parti socialiste, que le parti «communiste», avec la démocratie chrétienne.

De fait, tous les partis d'opposition «inconséquents» ont donc donné leur appui



A San Sebastian, lundi, le peuple dans la rue.

absolu au gouvernement. Y compris un parti communiste et des Commissions Ouvrières qui, jusqu'à aujourd'hui, n'étaient jamais apparues à la télévision et qui apparaissent précisément aujourd'hui pour appeler à ne pas se mobiliser.

Camacho a été personnellement interviewé à la télévision et a dénoncé l'attitude des forces répressives en mettant sur le même plan l'attitude de ceux qu'il appelle «des groupes incontrôlés», c'est-à-dire les groupes d'extrême-gauche quand c'est tout le peuple d'Euskadi qui est en grève générale. Il a appelé au calme et à la sérénité pour pouvoir procéder non à des élections libres mais à des élections «en paix». Dans le même sens, il appelait à une trêve électorale pour pouvoir suivre les règles du jeu imposées par le gouvernement Suarez qui, malgré son caractère non-démocratique, serait un gouvernement «positif», etc. etc.

Deux politiques sont en œuvre par rapport au processus engagé par Juan Carlos : l'une, illustrée par la lutte du Pays Basque, qui exige la satisfaction des revendications démocratiques, l'autre, celle décrite par Camacho, qui, au nom des élections de Juan Carlos, essaie de saper le mouvement.

Nous publions ici le témoignage de Juan José Martínez Leunda, du mouvement unitaire «Euskadi Errakunde Herritarra», mouvement qui joue un rôle de premier plan dans l'action soulevant tout le Pays Basque.

— *QdP : Que va-t-il se passer ? La grève continuera-t-elle ?*

J.J.M.L. : Jusqu'à aujourd'hui, il y avait un accord unitaire et il n'en existe pas pour demain. Le mouvement risque de décliner dans l'immédiat. Parce que les forces tant démocratiques bourgeoises que celles de la petite bourgeoisie nationaliste commencent à argumenter en disant que «les conditions ne sont pas réunies». Elles ne sont pas disposées à mener une bataille frontale contre la réforme, et destabiliser la situation de telle façon que se produise en Espagne une sorte de retrait de candidatures et l'exigence d'un nouveau gouvernement qui procède à des élections véritablement libres. Dans ce sens, nous croyons que, malgré sa puissance et à cause des divisions qui persistent, le mouvement ne va sans doute pas vers une offensive de ce type. Nous croyons en conséquence que le plus important demain sera la tenue d'assemblées qui devront faire le bilan des événements récents et appeler à poursuivre le mouvement pour l'amnistie sous d'autres formes. En particulier nous devons appeler à préparer la campagne électorale de façon que celle-ci présente clairement l'objectif de l'amnistie totale.

— *QdP : Quelles autres leçons peut-on tirer de la situation actuelle ?*

J.J.M.L. : En premier lieu, en Euskadi spécialement, le caractère anti-démocratique des élections est apparu avec une grande force. Avec une telle force, que certains secteurs ont pu défendre l'abstention. De toutes façons, la position générale de toute l'opposition est de se présenter aux élections. Mais nous nous trouvons maintenant dans une situation très délicate. Cette lutte n'a pas permis de dépasser la dispersion existant face aux élections dans la majorité des provinces, où se présentent 14 à 16 candidatures, et cela aurait permis qu'on comptabilise les votes populaires face aux votes de l'oligarchie.

En définitive, l'exigence de l'amnistie totale, de la légalisation de tous les partis démocratiques, de la satisfaction des droits nationaux, a été assumée de façon plus nette que jamais par l'ensemble du peuple, ce qui suppose que la campagne électorale qui va suivre sera accompagnée d'une grande mobilisation. En aucun cas, cette campagne ne pourra être une trêve comme le souhaitait le gouvernement mais elle comportera de grandes mobilisations pour l'obtention de ces objectifs.

d'entre eux sont écroulés pour avoir lutté dans «l'Union Démocratique des Soldats», parmi eux se trouve un leader important de ce mouvement : Jon Ibartzabal.

De plus, il y a une chose qui revient dans tous les communiqués d'usines, c'est l'exigence de l'amnistie du travail, c'est-à-dire l'exigence de la réintégration de tous les ouvriers licenciés pour avoir lutté pour de meilleures conditions de vie et de travail, pour la classe ouvrière.

— *QdP : On a aussi réclamé le retrait des forces de police...*

J.J.M.L. : Oui, mais bien au contraire, elles sont toujours là. A ce sujet, un fait important a été dénoncé par tous les partis politiques, ce sont les dernières mesures prises par le gouvernement, qui vont dans le sens d'un renforcement des corps répressifs, tant en leur distribuant de l'argent qu'en leur garantissant une meilleure alimentation, de meilleurs logements, pour leurs familles, etc. etc. Au lieu de répondre aux exigences du mouvement populaire, le gouvernement fortifie donc la garde civile et la police armée.

— *QdP : Quelles autres leçons peut-on tirer de la situation actuelle ?*

J.J.M.L. : En premier lieu, en Euskadi spécialement, le caractère anti-démocratique des élections est apparu avec une grande force. Avec une telle force, que certains secteurs ont pu défendre l'abstention. De toutes façons, la position générale de toute l'opposition est de se présenter aux élections. Mais nous nous trouvons maintenant dans une situation très délicate. Cette lutte n'a pas permis de dépasser la dispersion existant face aux élections dans la majorité des provinces, où se présentent 14 à 16 candidatures, et cela aurait permis qu'on comptabilise les votes populaires face aux votes de l'oligarchie.

En définitive, l'exigence de l'amnistie totale, de la légalisation de tous les partis démocratiques, de la satisfaction des droits nationaux, a été assumée de façon plus nette que jamais par l'ensemble du peuple, ce qui suppose que la campagne électorale qui va suivre sera accompagnée d'une grande mobilisation. En aucun cas, cette campagne ne pourra être une trêve comme le souhaitait le gouvernement mais elle comportera de grandes mobilisations pour l'obtention de ces objectifs.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

13^e épisode

A partir de cet incident, Henri me marqua une certaine déférence. On ne pouvait croire son attitude dictée par la charité. Non, j'étais un de ces êtres insolites, inadaptés, dont son esprit curieux faisait sa jouissance. Il m'accorda quelques poignées de mains, de petites phrases en passant auxquelles je répondis dans un sens qui lui plut, et Lucien, réticent au début, consentit quelquefois à ma présence entre eux deux.

Cette époque fut celle de ma revanche, du moment prêté et souhaité : le délaissement de Marie-Louise. Devant moi, elle essayait de jouer, accrochant Lucien avec des questions qui, autrefois, l'eussent ravi.

— Dis, Lucien, explique-moi... dis-moi pourquoi...

Il rentrait le soir vers onze heures, ou plus tard, à chercher.

— Marie-Louise, où est-elle?

— Je suis là.

— Qu'est-ce que tu as?

— Rien.

— Alors si tu n'as rien, ça va.

Ils se retiraient dans leur chambre, j'entendais la voix de Marie-Louise chuchotante, celle de Lucien plus haute. Ils parlaient longuement.

Chaque après-midi, Henri arrivait vers une heure, s'asseyait simplement devant la porte, attendant que mon frère descendît; d'autres fois, il faisait les cent pas dans la cour où l'arbre, vert comme jamais, tendait ses branches en parapluie sur les pavés secs. Nos fenêtres restaient ouvertes nuit et jour et nos murs séchaient. Lucien soupirait parfois quand il était avec son ami :

— Un jour, ce sera la vraie vie, on fera tout ce qu'on veut faire. On fera tout ce qu'on veut faire.

Lucien affirmait. Oui, nous réaliserions nos rêves, nous irions rejoindre ceux qui vibraient comme nous. Nos esprits avaient déjà bougé, nos corps suivraient bientôt.

Sur la chaise de leur chambre s'entassaient des journaux qu'achetait Marie-Louise. Courrier du cœur, conseils aux épouses, comment garder un mari, recettes de beauté... Elle devait puiser là des remèdes aux métamorphoses de Lucien. Elle était toute douce; en ce temps-là, je disais toute molle.

Moi, je devorais tout ce qui dénonçait cette guerre agonisante, mais pas morte encore. Je voulais le dernier article de Barsac que mon frère avait rangé sans me laisser le temps de le lire. Il n'était pas visible. Une fois de plus, je m'emparai du cahier vert, caché dans une chemise bourrée de papiers.

Je le parcourus vite, sautai des phrases sans intérêt, des descriptions, des considérations philosophiques; je cherchais quelque indice qui pût m'éclairer, car la veille, voici ce qui était arrivé. Après une longue discussion — il était près d'onze heures — Henri nous avait dit bonsoir. Dans la cuisine, Marie-Louise feuilletait un journal. Lucien l'avait interpellée.

— Marie-Lou, on se couche?

— J'ai envie d'aller faire un tour avec toi.

— A cette heure-ci?

(à suivre)

DANS NOTRE COURRIER

«IL FAUDRAIT PARFOIS UNE ANALYSE APPROFONDIE»

J'apprécie énormément votre journal, bien que parfois vous vous contentiez d'une exposition de faits terminée par quelques slogans pour montrer votre désapprobation, alors qu'il serait souhaitable et plus efficace de lire une analyse plus approfondie et de

justifier clairement votre désapprobation. Ceci n'étant pas une généralité dans vos articles, je vous adresse de sincères félicitations et l'assurance de ma plus parfaite fraternité.

L. D.
Tremblay-les-Gohesses

La question que tu soulèves souligne un défaut qu'il nous faut corriger. Nous ne devons pas seulement donner l'information et conclure par quelques formules générales se rapportant à l'analyse des communistes, nous devons expliquer les faits, donner au lecteur les éléments d'analyse, sans procéder par allu-

sions et sans évoquer des faits ou des éléments qui ne seraient compréhensibles que par quelques «initiés». Il aurait été intéressant que tu cites des exemples précis pour analyser plus dans le détail ce qui conduit au type d'article que tu critiques.

A notre sens, il ne s'agit pas principalement de défauts de forme, encore qu'il

y en ait. Il nous semble en effet nécessaire d'approfondir le contenu même de nos articles et pour éviter l'aspect superficiel que tu soulignes. Prenons l'exemple d'un point aussi important que la renégociation du programme commun : l'abondance de l'actualité à ce sujet, la multiplicité des déclarations des politiciens de gauche pourraient nous amener à faire un commentaire au jour le jour, en citant les déclarations et dans le cadre d'un article plaquer un commentaire peu convaincant au vu de telle ou telle déclaration. Plutôt que de se contenter de suivre dans le détail les péripéties de la querelle PS - PCF, nous devons mener, et nous l'avons engagé, un travail d'étude précis sur le fond des divergences entre ces 2 partis, et sur la contradiction qui oppose leurs projets aux aspirations des masses. Ce travail d'étude se retrouvera déjà pensons-nous dans une série sur les nationalisations dont la parution débute aujourd'hui et où nous essa-

yons d'analyser systématiquement les différents aspects de la querelle, à quoi ils correspondent, en quoi ils s'opposent aux masses. De la sorte, nous pensons que notre raisonnement sera plus enraciné dans les faits, plus convaincant et qu'il fournira une arme utile aux lecteurs du quotidien.

En retour, de tels articles devraient faciliter, pour le rédacteur comme pour le lecteur, les commentaires de l'actualité au jour le jour, qui restent évidents tout à fait nécessaires. Notre but est bien d'investir dans l'ensemble de nos articles cet approfondissement.

Cette rectification de notre travail exige évidemment beaucoup de vigilance de notre part, mais aussi de la part des lecteurs. A propos de cette série sur les nationalisations comme à propos de tout autre article, n'hésitez pas à donner votre point de vue, et à critiquer ce qu'il y a encore de trop allusif, superficiel, peu convaincant dans les articles.

N.D.

A propos de J. Borel

J'ai apprécié l'article grève de la faim pour sur M. Borel parce que les stagiaires du centre FPA d'Ussel habitent un foyer où la bouffe est faite par Borel. Il y a eu des intoxications du sang chez certains stagiaires. Il y a un mois, on a fait une

réclamer une meilleure bouffe, mais ça n'a pas marché. On mange encore plus mal qu'avant.

Salutations

A.V.

10 millions
pour le
développement
du Quotidien
du Peuple

**ABONNEZ-VOUS
AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE**

Nom
Prénom
Adresse
Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F
Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois)

**TÉLÉPHONEZ
AU
QUOTIDIEN
636.73.76.**

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le premier tirage du Manifeste pour le Socialisme étant épuisé, un deuxième tirage de cette première édition est en cours.

manifeste
**pour le
socialisme**
**PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste**

PASSEZ VOS COMMANDES (8 F + 2 F frais de port)

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Jeudi 18 mai 1871



Hors de France, au-delà même de l'Atlantique, les Communards suscitent intérêt, sympathie. Des articles paraissent dans la presse. Ainsi, ce 18 mai, les lecteurs de New-York peuvent-ils lire dans l'hebdomadaire «The Nation» une analyse très juste de ce qu'était la Commune : «Des ouvriers authentiques siègent au Conseil dans les salons dorés de l'Hôtel de Ville. Et ces hommes-là font tout pour écarter, pour abolir tout le mécanisme moral ou matériel que les classes riches et instruites ont inventé et jugé nécessaire à la conduite convenable des affaires humaines... Cela a donné un air de réalité pratique à tout ce dont le reste du monde se moquait en le disant impraticable».

L'exemple de la Commune va d'ailleurs développer l'implantation de l'Internationale aux Etats-Unis. Le 2 juillet, un grand meeting à New-York rendra hommage à l'héroïsme des travailleurs de Paris. Et des millions de dollars seront collectés pour les caisses de solidarité aux communards exilés.

PEUPLE !

L'or qui ruisselle sur ces murs, c'est ta sueur !

C'est cette affiche collée à l'intérieur du palais des Tuileries que purent méditer les milliers de travailleurs venus assister au troisième concert donné au profit du service de santé.

Affluence sans doute encore plus grande qu'au précédent concert, chacun voulant voir cet antre des tyrans, ce lieu où se gaspillaient tant de richesses.

Les massifs illuminés par des lanternes rouges accrochées aux arbustes. Des draperies rouges à l'estrade. Des cantinières qui offrent des cocardes à bonnet phrygien. Un buffet est installé aussi. Mais la révolution est également passée par là. Point de mets coûteux et rares. De bonnes choses, simples, à la bonne franquette d'une ville qui vit dans la frugalité.

Vuillaume décrit ce buffet improvisé. «Nous franchissons le portique du pavillon central, le pavillon de l'Horloge. A gauche, deux fédérés, le coude appuyé sur le fusil, gardent l'entrée d'une vaste salle où tout le monde entre sans la moindre difficulté. Nous entrons. Sur toute la longueur, une table longue, longue. Des verres à la centaine, des bouteilles, des canettes pleines de bière blonde, des montages de brioches, des biscuits en paquets».

Une fois de plus, la Bordas chante «la canaille». Et c'est le même silence, la même attention passionnée, le même refrain repris en chœur par des milliers de voix. «C'est la canaille, Eh ! bien ! J'en suis !



Les travailleurs n'avaient pas encore leur grand hymne à entonner. Cette «Internationale» que le communard Eugène Pottier écrivait après la chute de la Commune, en juin, caché chez un ami pour échapper à la répression. Paroles qui ne trouveraient leur mélodie que 17 ans plus tard sous la plume de l'ouvrier lillois, Pierre Degeyter.

Vendredi 19 mai 1871



Ce jour-là, plusieurs mesures sont prises lors des réunions du Conseil de la Commune.

Une mesure d'urgence d'abord pour venir en aide aux veuves et aux orphelins des travailleurs tués lors de l'explosion de la Cartoucherie de l'avenue Rapp.

Un décret vient renforcer la vigilance populaire envers l'échelle des salaires : le traitement des fonctionnaires avait déjà été bloqué à 6 000 F par an maximum. Il est précisé que tout cumul est interdit, pour éviter sans doute que les astucieux ne se glissent au travers du filet du premier décret.

Renforcement aussi de la justice au service du peuple : «Jusqu'à la fin de la guerre, tous les fonctionnaires ou fournisseurs accusés de concussion, déprédation, vols, seront traduits devant la Cour Martiale.



La Commune se préoccupe aussi de la sauvegarde des œuvres d'art : «Les citoyens Deblézer et Meyer, délégués, sont chargés de faire transporter au Louvre et au Luxembourg les sculptures et peintures appartenant à l'Etat et qui ne paraissent pas en sûreté au palais de l'Industrie.» Et c'est le délégué à l'enseignement, Edouard Vaillant, qui signe ce texte.

Un Communard très attachant. Un savant, un intellectuel, qui s'était, comme Marx, Engels, Jonquet, mis au service du peuple. Outre la gestion de l'enseignement, c'est lui qui s'occupe de la parution des deux éditions quotidiennes du Journal Officiel, alors source majeure d'information pour les travailleurs.



Edouard Vaillant

Thiers ne cesse d'infiltrer ou de payer des traîtres pour semer de fausses nouvelles ou pour espionner et rapporter à Versailles tout ce qu'ils ont pu glaner.

Eprise de «liberté sans rivages», la Commune avait montré une certaine mansuétude envers ces éléments plus que douteux. L'explosion de l'avenue Rapp l'incite à plus de rigueur révolutionnaire.

Ordre est donné d'arrêter les Dominicains d'Arcueil accusés d'avoir fait des signaux aux Versaillais. D'ailleurs, au moment de leur arrestation par Wroblewski, ils s'étaient arrangés pour faire sonner la cloche, de façon à ce que l'armée de Thiers, toute proche soit alertée.

Programme télé

MERCREDI 18 MAI

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - Bonsoir chef
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Commissaire Moulin. *Dramatique policière*
22 h 00 - Le livre du mois
23 h 15 - TF 1 actualités

A 2

18 h 35 - Astronut
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 30 - Question de temps. *Georges Marchais*
21 h 45 - Capitaines et rois. *Feuilleton américain*
22 h 40 - Grande parade du jazz
23 h 10 - Les nouvelles

FR 3

18 h 45 - Feu rouge, feu vert
19 h 05 - Une façon de vivre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre. *Le parti communiste*
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - L'œil de l'autre. *Téléfilm*
22 h 00 - FR 3 actualités

JEUDI 19 MAI

TF 1

13 h 00 - TF 1 actualités
13 h 35 - Saint François d'Assise
14 h 50 - La figure de proue
16 h 20 - Fanfarandoles
17 h 15 - L'atome
17 h 20 - Dessin animé
17 h 25 - Concert : Harold en Italie
18 h 15 - Pétrus, pétro, pétrole
18 h 40 - Nounours
18 h 45 - L'île aux enfants
19 h 10 - Bonsoir chef
19 h 30 - Dessins animés
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien... raconte
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - La ligne de démarcation
21 h 20 - L'événement : La Grande-Bretagne aujourd'hui
22 h 20 - Arcana
23 h 20 - TF 1 actualités
23 h 35 - Fin des émissions

A 2

14 h 05 - Aujourd'hui madame
15 h 00 - Ces merveilleux fous volants dans leurs drôles de machines. *Film anglais comique*
17 h 05 - Fatty cuisinier
17 h 15 - Les grands chefs d'orchestre
18 h 10 - Poigne de fer et séduction
18 h 35 - Astronut
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - O saisons, o châteaux
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 35 - Elle boit pas, elle fume pas, elle drague pas, mais... elle cause !. *Film français (comédie policière)*
21 h 50 - Magazine cinéma : 100 000 images
23 h 00 - Journal de l'A 2
23 h 15 - Fin des émissions

FR 3

18 h 45 - Enfants d'ailleurs
19 h 05 - La vie qui nous entoure
19 h 40 - Tribune libre des groupes «initiative et responsabilité»
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Le voyage. *Film italien dramatique*
22 h 10 - Un journal, un événement
22 h 40 - Fin des émissions

A PROPOS DU LIVRE «DEUXIÈME RETOUR DE CHINE» :
 «LA CHINE EN QUESTION ?» DES TÉMOINS RÉPONDENT

"TOUT LE MONDE ASSOCIÉ A LA TACHE PRINCIPALE..."



La compartimentation élitiste a été remise en cause. Les traductions ne sont plus réservées aux experts étrangers.

INTERVIEW DE LUCCIONI - 1^{ère} PARTIE

Xavier Luccioni a passé deux ans, tout récemment, en Chine. L'intérêt de son témoignage vient en particulier du fait qu'il y a exercé, dans la même période, les mêmes tâches que les auteurs du «Deuxième retour de Chine» : en tant que traducteur à «Pékin-Information», et enseignant à l'Institut d'Études des Langues Étrangères de Pékin. Il a également, d'ailleurs, partagé les mêmes conditions de séjour.

Nous lui avons demandé, justement, de préciser, dans le détail, quelles leçons il tirait, pour sa part, d'une pratique, dont J. et C. Broyelle ainsi que E. Tschirhart prétendent tirer le plus clair de leur argumentation «vivante».

► **Quotidien du Peuple :** Comment as-tu réagi à ce livre ?

—X. Luccioni : C'est un travail caricatural. On y jette un pavé dans la mare. On fait beaucoup de remous. Mais sans répondre aux problèmes. Je crois que son fil conducteur est très évident à la page 88 par cette phrase, je cite : la bourgeoisie «n'est pas dans le Parti, elle est le Parti lui-même». C'est vraiment l'essence du livre, à savoir qu'on y dénie en fait toute vraie signification aux luttes politiques en Chine. Et en particulier contre la tendance à une déviation révisionniste, à l'embourgeoisement de certaines directions, tendance constamment présente dans la société socialiste — ce n'est pas moi qui dit ça, c'est Lénine et surtout Mao. Ceci étant, les auteurs énumèrent tout un ensemble d'exemples qu'ils présentent, non comme symptomatiques de cette compréhension introvertie du marxisme-léninisme, mais comme la situation du socialisme en Chine.

► **QdP :** Tu penses qu'il s'agit d'une déformation systématique de la réalité chinoise ?

—X.L. : Absolument. Dans le sens où ils prennent une collection de faits partiels — quelquefois exacts, généralement déformés — comme généralité. Attention, il ne s'agit pas de nier qu'il existe parfois une forme de coercition qui est le contraire d'un travail communiste. Il ne s'agit pas de gommer les problèmes qui existent en Chine, qui existent et qui existeront un temps dans toute transition socialiste, des problèmes principalement dus à la formation d'une bourgeoisie dans le Parti ; or tout un ensemble de facteurs démontrent qu'elle existe (et de manière plus perceptible lorsqu'on vit en Chine), et que certains cadres profitent abusivement de leurs fonctions — cette question-clé a été mise en avant par Mao lui-même. Le problème est très grave et peut conduire — je ne dis pas qu'il conduit, je dis qu'il peut conduire — à une restauration du capitalisme en Chine, comme ça a été le cas en Union Soviétique.

Ceci étant, cela fait des années que la lutte est enclenchée. Cette lutte est extrêmement vive. Mao Tsé-toung a pesé de tout son poids et a pris l'initiative de déclencher en ce sens la Révolution Culturelle. Alors, si on escamote délibérément cette question comme ils le font, non en prétendant que cette bourgeoisie serait éventuellement parvenue à investir tout le

Parti, mais bien que ce soit la notion-même de Parti qui s'identifie à celle de la bourgeoisie, alors on retombe dans une forme d'analyse qui demeure fondamentalement réactionnaire et erronée.

Suivant cette conception des choses et cet a priori — qu'ils ne démontrent d'ailleurs pas, en se contentant de le poser en postulat — on retrouve le même type d'approche archi-classique que chez de nombreux commentateurs bourgeois, et en particulier dans l'«Express» sous la plume de Guikovaty ou de Simon Leys pour ne citer que deux exemples. A cette différence près que les Broyelle et Evelyne Tschirhart sont présentés comme anciens maoïstes et anciens militants, ce qui confère une nouveauté par rapport à d'autres ouvrages du même genre.

Bref, ce n'est pas une réflexion, c'est une négation de la réflexion sur ce problème. En cela ce livre n'apporte rien.



«Le processus est compliqué mais c'est la conséquence même de la difficulté du travail».

► **QdP :** Peux-tu donner un exemple de déformation abusive qui permet aux auteurs de présenter le Parti communiste chinois comme un parti à caractère fasciste ?

—X.L. : Des déformations abusives, il y en a toute une kyrielle... Mais je vais prendre un exemple que je connais bien puisque j'ai travaillé dans la même unité qu'eux, et parler de «Pékin-Information». Car la description qu'ils en font est tout à fait abusive. Il est complexe de traduire du chinois en français, et surtout de rendre accessible à des francophones (français ou africains) des textes destinés à des Chinois — et il faut savoir que «Pékin-Information» est essentiellement constitué d'extraits du «Drapeau Rouge» ou du «Remin Ribao». La préoccupation des camarades de mon bureau au cours des dix-huit mois passés

ensemble m'a semblé précisément être de parvenir à adapter autant que possible la forme au fond du texte, de manière à en restituer au maximum le sens. Ce n'est pas simple du tout. D'une part, parce que la structure de la langue est totalement différente. D'autre part, parce que les contextes sociaux des deux pays ne sont pas les mêmes.

Bien évidemment existe alors une division des tâches. Car on cherche autant que possible à réduire la part d'erreurs. Et il est vrai que si un traducteur est exclusivement chargé d'un texte, il peut être pris par sa traduction jusqu'à s'éloigner sensiblement du sens original, ou faire des omissions. Il est donc parfaitement normal qu'intervienne un «confrontateur», et qu'à ce confrontateur succède un «correcteur» — en général étranger —, et après ce correcteur encore un second confrontateur. Le processus est compliqué, mais c'est la conséquence même de la difficulté du travail. Alors pourquoi le décrire comme un «contrôle policier des uns sur les autres» ? C'est profondément malhonnête ! Si je demande à relire cet interview après que tu l'as rédigé, est-ce qu'il s'agira d'un contrôle policier ? Ceci témoigne assez de l'état d'esprit des auteurs.

► **QdP :** Eux prétendent qu'il n'y a pas de confrontation ni échanges de points de vues et en profitent pour tirer la conclusion générale : «Il est impossible de prendre des initiatives...»

—X.L. : Il faut croire qu'ils n'ont guère cherché en ce sens. Car j'ai constamment pu constater des discussions — auxquelles souvent je participais — dont l'objet était l'amélioration de notre travail. Néanmoins il existe beaucoup d'initiatives qui gagneraient à être renforcées aux Editions en langues étrangères, et de points à corriger. Notamment dans une évolution des conditions d'enquêtes des rédacteurs et de leur meilleure coordination avec les traducteurs. Mais de cela, ils ne parlent pas.

Par ailleurs, prétendre qu'à «Pékin-Information» le seul acquis de la Révolution Culturelle soit que les traducteurs tapent désormais eux-mêmes leurs textes, c'est étonnamment restrictif. Et volontairement oublier qu'avant la Révolution Culturelle les articles n'étaient rédigés qu'en anglais, puis traduits de l'anglais en français, seule une petite minorité de rédacteurs anglologues pouvaient jouer un rôle. Les experts étrangers traduisaient l'essentiel des articles et les camarades chinois n'avaient la plupart du temps d'autre tâche que la confrontation au texte chinois et la dactylographie du résultat. On a justement remis en cause cette compartimentation élitiste et décidé que dorénavant tous traduiraient du chinois. Dans la pratique ça permettait d'améliorer le niveau global ; j'en ai vu des preuves constantes. C'est un acquis de la Révolution Culturelle. Un acquis parmi des centaines de milliers d'autres. Maintenant, il faut évidemment que l'ensemble continue de progresser, ce qui se fera graduellement, et prendra encore un certain temps. Mais ce nouveau processus a constitué une sorte de bond en avant en permettant

d'associer tout le monde à la tâche principale

► **QdP :** Par rapport à ça, ils affirment de façon péremptoire au même chapitre : «On n'avait d'autres fonctions que celle de dictionnaire vivante», et d'autre part «les contrôleurs ne coopèrent pas avec les contrôlés...»

—X.L. : Je crois avoir déjà répondu au second point. Quant au premier, je voyais souvent mes collègues se consulter les uns les autres en se disant : «Tiens, qu'est-ce que tu penses de cette expression ?» etc., on venait aussi fréquemment discuter avec moi et chaque semaine nous avions une réunion pour faire le point sur les difficultés rencontrées au cours des jours précédents. S'il y avait une limite à ces échanges, elle était surtout due à l'intensité de notre travail.

Quant à n'être qu'un dictionnaire vivant... Je crois avoir pris beaucoup d'initiatives. Je pense même qu'elles ont parfois posé de gros problèmes parce que j'employais dans mes corrections des formules nouvelles, disons, plus journalistiques, auxquelles la plupart des camarades n'étaient pas habitués. Mais je peux l'affirmer — et crois-moi, très sincèrement — n'avoir jamais rencontré de blocage. De toutes manières, je n'ai rien fait d'autorité mais après discussions. Ce qui ne m'empêchait nullement de prendre des initiatives. Je le dis, je conserve de mon passage à «Pékin-Information» une impression tout à fait autre que celle rapportée par mes prédécesseurs Claudie et Jacques Broyelle.

Mais pour que les relations de travail soient bonnes, il faut savoir formuler les suggestions et les critiques autrement qu'en termes d'oukases, ou comme des mise-en-demeures et des ultimatum. Quand tu travailles dans une collectivité il faut admettre ne pas y débarquer comme en terrain conquis.

C'est un point que les Broyelle ne semblent pas avoir compris. Et du coup leur livre est imprégné d'aigreur. Effectivement ils n'ont pas eu de très bons contacts en Chine. Mais il faut tout de même admettre qu'ils y ont mis beaucoup de leur.

Xavier et Micheline Luccioni ont, rappelons-le, rapporté de leur séjour deux films sur la Chine :

— «L'occupation du temps libre en Chine»

— «Organisation socialiste contre le tremblement de terre» qui passent actuellement, chaque lundi, au

Café-Ciné La Tanière
 45 bis, rue de la Glacière
 75013 Paris - M° Glacière

Xavier LUCCIONI sera au téléphone du Quotidien du Peuple, SAMEDI 21 MAI de 18 h 30 à 20 h 30 pour répondre aux questions des lecteurs. Appelez : 636 73 76